



# **PLAN D'URBANISME**

**SAINT-GÉDÉON-DE-BEAUCE**

**2 0 0 6**

**ÉQUIPE DE RÉALISATION**

(Mise à jour : juin 2006)

Nous tenons à souligner que le présent plan d'urbanisme a été réalisé grâce à la collaboration des personnes suivantes :



**Les membres du conseil municipal**

Monsieur Éric Lachance	Maire
Monsieur Christian Bégin	Conseiller, siège numéro 1
Monsieur Claude Tanguay	Conseiller, siège numéro 2
Madame Johanne Giroux	Conseillère, siège numéro 3
Monsieur Francis Moreau	Conseiller, siège numéro 4
Monsieur Laurent-Paul Gagné	Conseiller, siège numéro 5
Monsieur Stéphane Robert	Conseiller, siège numéro 6

**L'équipe de coordination**

Monsieur Pierre-Alain Pelchat	Directeur général
Madame Louise Roy	Coordonnatrice à l'aménagement

**L'équipe de rédaction**

Madame Louise Roy	Urbaniste
Madame Nicole Desrochers	Secrétaire de direction

RÈGLEMENT NO.:	60-06
ADOPTION LE:	6 novembre 2006
ENTRÉE EN VIGUEUR:	22 novembre 2006

**TABLE DES MATIÈRES**

ÉQUIPE DE RÉALISATION	ii
TABLE DES MATIÈRES	iii
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 LE PORTRAIT MUNICIPAL	2
1.1 L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE .....	2
1.2 LE PROFIL DE LA POPULATION.....	3
1.3 LES MÉNAGES.....	4
1.4 LE MILIEU AGRICOLE.....	4
1.5 LE MILIEU FORESTIER.....	6
1.6 LE MILIEU URBAIN.....	6
1.6.1 La fonction résidentielle.....	7
1.6.2 La fonction commerciale et de services .....	7
1.6.3 La fonction industrielle .....	7
1.6.4 La fonction institutionnelle et publique.....	7
1.7 LE MILIEU NATUREL .....	8
1.8 LA CULTURE, LE TOURISME ET LE PATRIMOINE.....	8
1.8.1 La culture.....	8
1.8.2 Le tourisme.....	9
1.8.3 Le patrimoine .....	9
CHAPITRE 2 LES GRANDES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT	10
2.1 LE MILIEU AGRICOLE.....	10
2.2 LE MILIEU AGROFORESTIER.....	11
2.3 LE MILIEU FORESTIER.....	12
2.4 LE MILIEU URBAIN.....	13
2.5 LE TOURISME ET LE PATRIMOINE .....	15
CHAPITRE 3 LES GRANDES AFFECTATIONS DU SOL	16
3.1 L'AFFECTATION AGRICOLE .....	16
3.1.1 Définition, caractéristiques et densité d'occupation .....	16
3.1.2 Objectifs .....	17
3.1.3 Usages, constructions et activités compatibles.....	17
3.1.4 Délimitation géographique .....	18
3.1.5 Critères d'aménagement particuliers.....	18

# Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce

---

3.2	L’AFFECTATION AGROFORESTIÈRE.....	18
3.2.1	Définition, caractéristiques et densité d’occupation.....	18
3.2.2	Objectifs .....	19
3.2.3	Usages, constructions et activités compatibles.....	19
3.2.4	Délimitation géographique .....	20
3.2.5	Critères d’aménagement particuliers.....	20
3.3	ABROGÉ	
3.4	ABROGÉ	
3.5	L’AFFECTATION FORESTIÈRE .....	20
3.5.1	Définition, caractéristiques et densité d’occupation.....	20
3.5.2	Objectifs .....	21
3.5.3	Abrogé	
3.5.4	Délimitation géographique .....	22
3.5.5	Critère d’aménagement particulier .....	22
3.6	L’AFFECTATION RÉSIDENTIELLE.....	22
3.6.1	Définition, caractéristiques et densité d’occupation.....	22
3.6.2	Objectifs .....	23
3.6.3	Usages, constructions et activités compatibles.....	23
3.6.4	Délimitation géographique .....	23
3.6.5	Critères d’aménagement particuliers.....	23
3.7	L’AFFECTATION COMMERCIALE ET DE SERVICES .....	24
3.7.1	Définition, caractéristique et densité d’occupation .....	24
3.7.2	Objectifs .....	25
3.7.3	Usages, constructions et activités compatibles.....	25
3.7.4	Délimitation géographique .....	26
3.7.5	Critères d’aménagement particuliers.....	26
3.8	L’AFFECTATION INDUSTRIELLE.....	26
3.8.1	Définition, caractéristiques et densité d’occupation.....	26
3.8.2	Objectifs .....	27
3.8.3	Usages, constructions et activités compatibles.....	28
3.8.4	Délimitation géographique .....	28
3.8.5	Critères d’aménagement particuliers.....	28
3.9	L’AFFECTATION PUBLIQUE ET INSTITUTIONNELLE.....	28
3.9.1	Définition, caractéristiques et densité d’occupation.....	28
3.9.2	Objectifs .....	29
3.9.3	Usages, constructions et activités compatibles.....	29
3.9.4	Délimitation géographique .....	30
3.9.5	Critères d’aménagement particuliers.....	30
3.10	L’AFFECTATION VILLÉGIATURE.....	30
3.10.1	Définition, caractéristiques et densité d’occupation.....	30
3.10.2	Objectifs .....	31
3.10.3	Usages, constructions et activités compatibles.....	31
3.10.4	Délimitation géographique .....	31
3.10.5	Critère d’aménagement particulier.....	31

CHAPITRE 4	LES VOIES DE CIRCULATION ET LES RÉSEAUX DE TRANSPORT	32
4.1	LE RÉSEAU ROUTIER .....	32
4.1.1	Les travaux routiers .....	33
4.2	LES SENTIERS RÉCRÉOTOURISTIQUES .....	33
CHAPITRE 5	LES ZONES DE CONTRAINTES NATURELLES ET D'ORIGINE ANTHROPIQUE	34
5.1	LES ZONES DE CONTRAINTES NATURELLES .....	34
5.2	LES ZONES DE CONTRAINTES D'ORIGINE ANTHROPIQUES .....	34
5.2.1	Les sites d'extraction .....	34
5.2.2	Les sites de disposition de boues de fosses septiques .....	35
5.2.3	Les dépotoirs et sites d'enfouissement.....	35
5.2.4	Les ouvrages de captage d'eau potable .....	35
5.2.5	L'affichage.....	36

Annexe :

Plan d'affectation du sol (2)

En pochette

## DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### 1. Titre et numéro du règlement

Le présent règlement s'intitule « Plan d'urbanisme de la municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce et porte le numéro 60-06.

### 2. Territoire assujetti

Ce règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce.

### 3. Document annexe

Les cartes « Plan d'affectation du sol » en annexe font partie intégrante du présent règlement.

### 4. Remplacement de règlement

Le présent règlement remplace les règlements 175-89 et 92-91 ainsi que leurs amendements.

### 5. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.

Adopté à Saint-Gédéon-de-Beauce, le 6 novembre 2006.

---

Éric Lachance, maire

---

Pierre-Alain Pelchat, sec.-trés.

## **INTRODUCTION**

La nouvelle municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce est née le 12 février 2003 du regroupement de la Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce et de la Paroisse de Saint-Gédéon.

Suite à l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement de la M.R.C. de Beauce-Sartigan, le 13 octobre 1988, les 2 anciennes municipalités avaient adopté chacune un premier plan d'urbanisme. Aujourd'hui, la nouvelle municipalité désire se munir d'un guide et d'outils de planification en aménagement afin d'assurer une gestion municipale adaptée aux particularités et besoins de développement urbain et rural sur son territoire, tout en traduisant les aspirations et attentes de ses citoyens. À cet effet, un processus de réflexion a permis la formulation des grandes orientations suivantes :

- Reconnaître et consolider le rôle de centre de service qu'est Saint-Gédéon-de-Beauce;
- Consolider le modèle actuel de développement urbain;
- Tendre vers l'amélioration de la qualité du milieu de vie;
- Favoriser la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine lié au milieu de vie;
- Mettre en place un produit touristique régional qui établit comme priorité de développement l'axe de la vallée de la Chaudière;
- Consolider l'activité agricole;
- Assurer le maintien et la mise en valeur de la ressource faunique dans le ravage de Saint-Gédéon;
- Assurer le contrôle des contraintes reliées à l'érosion et au mouvement du sol, de même qu'à la qualité de l'eau.

Le plan d'urbanisme doit être perçu comme un outil de connaissance, de concertation, de planification et de mise en œuvre. En ce sens, il permet d'améliorer la connaissance du territoire, d'évaluer les besoins à combler et d'identifier des potentiels à exploiter. Sa révision, rendue nécessaire par la fusion municipale et l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement et de développement révisé de la M.R.C. de Beauce-Sartigan, permet donc une nouvelle réflexion sur l'organisation du territoire municipal.

Ce plan d'urbanisme révisé constitue le principal outil de gestion et de planification de l'aménagement et du développement du territoire municipal. Il a été élaboré non seulement dans la poursuite d'objectifs établis dans les premiers plans d'urbanisme, mais également en y incorporant de nouveaux objectifs afin de tenir compte des réalités locales et régionales actuelles.

## CHAPITRE 1 LE PORTRAIT MUNICIPAL<sup>1</sup>

La Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce, dont la population s'élève à 2 382 résidants en 2001, fait partie des 16 municipalités réparties sur le territoire de la MRC de Beauce-Sartigan. Traversée par la rivière Chaudière, elle est bornée au nord par la Municipalité de Saint-Martin, au sud par la MRC du Granit, à l'est par la Municipalité de Saint-Théophile et à l'ouest par celle de Saint-Hilaire-de-Dorset. Sa superficie est de 19 346 hectares dont 7 977 ha (41,2%) situés en zone agricole permanente et 10 927 ha (56,5%) en zone non agricole (milieu forestier exploité). Le périmètre d'urbanisation compte quant à lui 442 ha soit 2,3% de la superficie totale de la municipalité. La densité d'occupation du territoire municipal est de 12,3 habitants par kilomètre carré par rapport à une moyenne régionale de 23,1.

Le périmètre d'urbanisation de la municipalité s'est historiquement développé à partir de la 1<sup>ère</sup> Avenue et au croisement de celle-ci avec la rue de l'Église où se sont implantés graduellement commerces, services et industries conférant à Saint-Gédéon-de-Beauce le statut de pôle secondaire de services sur le territoire de la MRC.

### 1.1 L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

L'analyse de l'évolution démographique de la municipalité permet de dégager des tendances et facilite l'évaluation des besoins en termes d'espaces constructibles à des fins urbaines.

Entre 1986 et 2001, la population de Saint-Gédéon-de-Beauce s'est accrue de 7,3% ce qui représente une augmentation inférieure à la moyenne régionale qui est de 14,9%<sup>2</sup>. Ce taux de croissance est le 5<sup>e</sup> en importance parmi les 16 municipalités qui forment la MRC.

**Tableau 1**  
**ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE 1986-2001**

Année	Population	Pourcentage
1986	2 220	
1991	2 297	(86-91) + 3,5%
1996	2 354	(91-96) + 2,5%
2001	2 382	(96-01) + 1,2%
1986-2001	162	(86-01) + 7,3%

Source : Statistique Canada, recensements 1986, 1991, 1996, 2001.

<sup>1</sup> Sauf indication contraire, toutes les données statistiques sont tirées du recensement 2001 de Statistique Canada.

<sup>2</sup> Schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC de Beauce-Sartigan, avril 2005.



Si la croissance démographique perdue à Saint-Gédéon-de-Beauce, nous notons toutefois un ralentissement de cette croissance depuis les 15 dernières années alors qu'elle est passée de 3,5% de 1986 à 1991 à 1,2% de 1996 à 2001.

## 1.2 LE PROFIL DE LA POPULATION

L'analyse de la population par groupes d'âge (tableau 2) permet aux décideurs municipaux d'orienter leurs décisions et interventions en fonction des besoins à satisfaire selon la répartition de sa population.

<b>Tableau 2 RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPES D'ÂGE*</b>						
<b>Groupes d'âge</b>	<b>1991</b>	<b>%</b>	<b>1996</b>	<b>%</b>	<b>2001</b>	<b>%</b>
0-14 ans	590	26%	560	24%	475	20%
15-19 ans	185	8%	195	8%	230	10%
20-39 ans	700	31%	675	28%	665	28%
40-59 ans	515	23%	600	25%	605	26%
60-79 ans	250	11%	305	13%	340	14%
80 ans et +	35	2%	40	2%	55	2%
Total	2275	100%	2375	100%	2370	100%

Source : Statistique Canada, recensements 1991, 1996, 2001.  
\* Note : Le nombre total de personnes diffère de la statistique officielle (tableau 1) car ces données sont arrondies par Statistique Canada.

### Constats :

- Le nombre de jeunes de 0 à 14 ans a diminué de façon constante depuis 1991 (de 590 à 475 en 2001);
- Par contre, la tranche d'âge des jeunes adultes (15 à 19 ans) a été en progression tant en nombre qu'en proportion;
- Les 20-39 ans régressent en nombre et en proportion (de 700 en 1991 à 665 en 2001) tandis que les 40 à 59 ans augmentent (de 515 en 1991 à 605 en 2001);
- Les personnes âgées de 60 ans et plus composent environ le sixième de la population. Si la tendance générale au vieillissement qui caractérise la population du Québec se concrétise localement, le nombre de personnes de cette cohorte sera en constante progression au cours des années à venir;
- L'évolution des groupes d'âge observée dans la municipalité illustre bien le contexte démographique québécois marqué par l'importance de certaines cohortes par rapport à d'autres plus faibles en nombre.

### 1.3 LES MÉNAGES

Selon Statistique Canada, un ménage est défini comme étant une personne ou un groupe de personnes vivant dans un même logement. Une personne vivant seule est donc considérée comme un ménage.

**Tableau 3**  
**ÉVOLUTION DES MÉNAGES 1986-2001**

	Nombre de ménages				Personnes / ménage			
	1986	1991	1996	2001	1986	1991	1996	2001
Saint-Gédéon-de-Beauce	660	725	765	820	3,4	3,2	3,1	2,9
Québec (province)	---	---	---	---	2,7	2,6	2,5	2,4

Sources : Statistique Canada, recensements 1986, 1991, 1996 et 2001.  
Institut de la statistique du Québec 2001.

On constate qu'entre 1996 et 2001, le nombre de ménage a augmenté de 55 (soit une moyenne de 11 par année) et qu'entre 1991 et 1996, cette augmentation a été de 40 ce qui équivaut à une augmentation moyenne de 8 par année. Toutefois, si le nombre de ménages augmente, la taille de ces ménages diminue de façon constante au cours des années. Celle-ci est passée de 3,4 personnes par ménage en 1986 à 2,9 en 2001, soit une baisse de 0,5 personne par ménage, suivant en cela la tendance provinciale où le nombre de personnes par ménage a diminué de 0,3 au cours de la même période. Ce constat est assurément lié au nombre de moins en moins important d'enfants de 0 à 14 ans résidant dans la municipalité.

### 1.4 LE MILIEU AGRICOLE

Les 3 tableaux qui suivent dressent le portrait du milieu agricole de la municipalité selon les types de production, les revenus et les terres cultivées.

De 1981 à 2004, le nombre total de types de production est passé de 48 à 33 unités. L'année 1991 se démarquant avec un nombre maximum de 51 unités où l'activité bovine était à son plus haut niveau avec la contribution des productions laitières et acéricoles.

Jusqu'à récemment, l'activité acéricole connaissait une croissance, parfois inégale mais constante, avec une augmentation de 20% entre 1981 et 1997. Une diminution est cependant remarquée entre 1997 et 2004 (dernières données disponibles).

La diminution des productions est à l'image de l'ensemble de la MRC depuis le début des années 1980. Cependant, pour une première fois depuis 1986, les revenus générés par les exploitations agricoles sont à la baisse malgré le fait que le nombre de fermes demeure stable.

Les terres qui offrent le meilleur potentiel agricole sont principalement localisées sur les lots 21a à 29 des rangs IV, V, VI, 18a à 29 du rang VII, 18a à 24c du rang VIII, 10a à 20c du rang IX et 10a à 15 du rang X.

<b>Tableau 4</b>									
<b>ÉVOLUTION DES TYPES DE PRODUCTION</b>									
<b>Année</b>	<b>Types de production</b>								
	Laitière	Bovine	Porcine	Avicole	Ovine	Œuf	Horticole	Acéricole	Total
1981	34	0	2	0	0	1	1	10	48
1986	21	10	1	0	0	4	0	6	42
1991	15	19	2	0	1	1	1	12	51
1995	14	15	2	0	1	1	0	8	41
1997	12	14	2	0	0	1	0	12	43
2004	6	16	0	1	1	1	0	8	33

Sources: Fiches d'enregistrement MAPAQ, U.P.A. de la Beauce, 1981, 1986, 1991, 1995, 1997 et 2004.

<b>Tableau 5</b>								
<b>ÉVOLUTION DES FERMES ET DES REVENUS</b>								
<b>Année</b>	<b>Nombre de fermes</b>	<b>Nombre de fermes M.R.C.</b>	<b>% de la M.R.C.</b>	<b>Revenu total des fermes (000\$)</b>	<b>Revenu total des fermes M.R.C. (000\$)</b>	<b>% de la M.R.C</b>	<b>Revenu moyen par ferme</b>	<b>Revenu moyen par ferme M.R.C.</b>
1981	38	875	4,3	2 518	25 735	9,8	66 263	29 411
1986	35	750	4,7	2 140	34 187	6,3	61 143	45 583
1991	35	718	4,9	2 298	38 257	6,0	65 657	53 283
1995	32	568	5,6	2 855	42 307	6,7	89 219	74 484
1997	30	549	5,5	3 463	51 808	6,7	115 433	94 368
2004	31	526	5,9	2 637	55 892	4,7	85 064	106 258

Sources: Fiches d'enregistrement MAPAQ, U.P.A. de la Beauce, 1981, 1986, 1991, 1995, 1997 et 2004.

Tableau 6

SUPERFICIES AGRICOLES

Année	Superficie totale des fermes (ha)	Superficie totale cultivée (ha)	Pourcentage cultivé (%)
1981	3 296	1 665	50,5
1986	3 104	1 524	49,1
1991	2 159	1 225	56,7
1995	3 568	1 945	54,5
1997	3 422	1 935	56,5
2004	3 550	2 064	58,1

Sources: Fiches d'enregistrement MAPAQ, U.P.A. de la Beauce, 1981, 1986, 1991, 1995, 1997 et 2004.

### 1.5 LE MILIEU FORESTIER

En 2006, la valeur foncière forestière de la municipalité s'élève à 11,07 M\$ sur une valeur foncière municipale totale de 96,41 M\$ ce qui représente 11,5% de la valeur totale<sup>3</sup>.

En 2004, la municipalité se trouvait au 8<sup>e</sup> rang en regard au revenu annuel généré par 8 exploitations acéricoles enregistrées au MAPAQ (2004) pour un nombre d'entailles de 85 100.

La majeure partie du territoire de la municipalité est en milieu forestier, 13 422 hectares sur un total de 19 346 ha soit 69,4%, et est exploitée à des fins de prélèvement de la matière ligneuse. L'ensemble du territoire est composé d'une grande propriété, Produits forestiers Domtar Inc., qui occupe 11 146,08 hectares et de petites propriétés privées. De plus, un important ravage de cerf de Virginie situé sur les rangs I, II et III du cadastre du Canton de Dorset, complète l'occupation du milieu forestier.

### 1.6 LE MILIEU URBAIN

Le périmètre d'urbanisation de la municipalité occupe 442 hectares ce qui représente 2,28% de l'ensemble du territoire. Celui-ci correspond à l'implantation historique composée par le village qui est situé sur la rive est de la rivière Chaudière et en bordure de la Route 204.

<sup>3</sup> Service d'évaluation foncière, MRC de Beauce-Sartigan, juin 2006.

### 1.6.1 La fonction résidentielle

La fonction résidentielle, caractérisée essentiellement par des habitations unifamiliales, compose la majeure partie du périmètre d'urbanisation et présente une croissance continue depuis les dernières années. En effet, on constate une croissance de 10,9% du nombre de constructions résidentielles dans la municipalité entre 1995 (725) et 2005 (804)<sup>4</sup>.

### 1.6.2 La fonction commerciale et de services

La municipalité dispose de commerces et services qui répondent aux besoins quotidiens de ses résidents. Selon le sommaire du rôle d'évaluation de juin 2006, on dénombre 33 commerces et services dans la municipalité<sup>5</sup>. Les services, autant économiques que professionnels, offerts à la population sont une partie importante de la qualité de vie que recherchent les gens. Ils contribuent significativement à inciter les résidents à demeurer dans la municipalité et peuvent en attirer d'autres, de façon permanente ou occasionnelle.

### 1.6.3 La fonction industrielle

En juin 2006, on dénombre 9 entreprises industrielles dans la municipalité. Deux zones industrielles sont situées dans le périmètre d'urbanisation de la municipalité et sont desservies par les réseaux d'aqueduc et d'égout. Une 1<sup>ère</sup> zone est située au cœur du village et a une superficie de 110 967 m<sup>2</sup>. Elle est occupée entièrement par l'importante industrie Les Aciers Canam. Sa localisation est de nature à causer des problèmes de circulation et de compatibilité des usages avec les zones adjacentes. En ce sens, une attention particulière devra être apportée à son aménagement.

La 2<sup>e</sup> est localisée entre le 7<sup>e</sup> Rang et le boulevard Canam Nord et a une superficie de 213 406 m<sup>2</sup>. Enfin, certaines entreprises industrielles sont situées hors de ces zones.

### 1.6.4 La fonction institutionnelle et publique

La fonction institutionnelle et publique constitue souvent le noyau historique d'un village. Elle comprend l'ensemble des établissements à vocation communautaire qui offrent à la population des services qui sont totalement ou partiellement gratuits. La municipalité compte plusieurs équipements de ce type. C'est à proximité de la 1<sup>re</sup> Avenue et de la rue de l'Église que nous retrouvons les principales fonctions institutionnelles et publiques : l'hôtel de ville, la caserne des pompiers, l'église, le presbytère, l'ancien couvent, le cimetière, le centre d'hébergement et le bureau de poste.

---

<sup>4</sup> Service d'évaluation foncière, MRC de Beauce-Sartigan, juin 2006

<sup>5</sup> Idem

D'autres secteurs de la municipalité sont affectés aux usages publics et institutionnels, notamment l'école primaire (sur la 3<sup>e</sup> Rue Sud), le point de service du CLSC Beauce-Sartigan (sur la 7<sup>e</sup> Rue Sud), l'aréna et le terrain de balle ainsi que les terrains situés en bordure de la rivière Chaudière. Les équipements servant à l'approvisionnement en eau potable ainsi que la station d'épuration des eaux usées sont aussi situés à proximité de la rivière Chaudière.

## 1.7 LE MILIEU NATUREL

Le territoire municipal est principalement irrigué par les rivières Chaudière, McTavish, du Loup, Samson et dans une moindre mesure par la rivière de la Grande Coudée. À l'exception des rivières McTavish et de la Grande Coudée, toutes possèdent des zones inondables. Cependant, vu la situation de plusieurs d'entre elles dans des secteurs non développés (zones agricoles et non agricoles), c'est seulement la rivière Chaudière qui présente des dangers pour la sécurité des biens et des personnes dans le périmètre d'urbanisation. Deux zones d'inondation y sont répertoriées :

- Un secteur de villégiature à l'extrémité du chemin Fortin;
- Un secteur couvrant la rive est de la rivière à partir du terrain de l'aréna jusqu'à la hauteur de la 4<sup>e</sup> Rue Nord.

Des normes régissant l'implantation de bâtiments dans ces zones seront prescrites au règlement de zonage de la municipalité.

Quelques marécages sont identifiés sur le territoire de Saint-Gédéon-de-Beauce dont les plus importants sont situés au nord-ouest de la municipalité principalement sur le Rang III, cadastre du Canton de Dorset. Une étude approfondie de ceux-ci permettrait de préciser, s'il y a lieu de prendre des mesures particulières pour les protéger afin de sauvegarder l'habitat faunique et la flore.

## 1.8 LA CULTURE, LE TOURISME ET LE PATRIMOINE

### 1.8.1 La culture

En matière d'équipements culturels, une bibliothèque municipale représente un atout. La municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce ne possède pas de bibliothèque publique. Afin de combler cette lacune, la municipalité devrait envisager de s'affilier au réseau du Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) de la région Chaudière-Appalaches. Les utilisateurs d'une bibliothèque affiliée à ce réseau se voient offrir les services suivants : prêts de livres, de revues, d'œuvres d'art, de collections spécialisées, prêts inter-bibliothèques et programme d'activités culturelles présentées par le réseau.

### 1.8.2 Le tourisme

Le projet-pilote d'accueil touristique pour la grande région de la Beauce (PPAT) avait comme principal objectif d'établir un réseau de diffusion de l'information afin de mettre en valeur les attraits touristiques de la région. Certaines dispositions s'appliquaient plus particulièrement à la municipalité qui devrait prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la conservation des éléments significatifs de son territoire compte tenu des retombées économiques que peut générer l'achalandage touristique. Dans le cadre des interventions envisagées par le projet-pilote, un relais d'information touristique serait souhaitable en bordure de la Route 204 ainsi que la mise en place d'une réglementation sur l'affichage afin d'assurer la protection des paysages.

La réalisation de ce projet demandera de la part des intervenants municipaux des modifications au règlement de zonage, qui devra contenir des normes régissant :

- La localisation, l'implantation et les matériaux utilisés pour les enseignes et panneaux-réclames;
- L'utilisation des terrains vacants, l'entreposage, la rénovation ou la démolition des bâtiments abandonnés ou délabrés.

### 1.8.3 Le patrimoine

Le cœur du village comporte certains bâtiments qui méritent une attention particulière. Le secteur comprenant l'église, le presbytère, l'ancien couvent, le podium papal et le cimetière forme un ensemble remarquable pour son esthétisme et son histoire.

En ayant recours à la citation, la municipalité peut efficacement protéger le patrimoine bâti. Pour ce faire, la participation du comité consultatif est nécessaire pour établir les conditions régissant la conservation des bâtiments d'intérêt. Après avoir pris l'avis de ce comité, la municipalité peut, par règlement, citer tout ou une partie d'un bâtiment situé sur son territoire.

Ainsi, selon les articles 80 et 81 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q. B-4), « quiconque altère, restaure, répare ou modifie de quelque façon, quant à son apparence extérieure, un monument historique doit se conformer aux conditions... » et « nul ne peut, sans l'autorisation du conseil, démolir tout ou partie d'un monument historique cité, le déplacer ou l'utiliser comme adossement à une construction ».

**CHAPITRE 2 LES GRANDES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT**

Composantes obligatoires du plan d'urbanisme (L.A.U. art.83, par.1), les grandes orientations d'aménagement sont des énoncés de politique, des lignes directrices en vertu desquelles la municipalité entend agir en matière d'aménagement du territoire.

Ces grandes orientations indiquent la manière dont la municipalité va planifier son territoire selon ses vocations (résidentielle, commerciale, etc.) et son organisation selon la nature de ses infrastructures et équipements existants et projetés.

2.1 LE MILIEU AGRICOLE

<b>ASSURER LA PÉRENNITÉ DES ACTIVITÉS ET DES ENTREPRISES AGRICOLES ET GARANTIR DES CONDITIONS FAVORABLES À LEUR CONSOLIDATION ET DÉVELOPPEMENT</b>	
<b>OBJECTIFS</b>	<b>MOYENS</b>
Garantir une coexistence harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles.	Donner priorité aux activités agricoles dans la zone soumise au contrôle de la <i>Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA)</i> .  Les bâtiments et usages autorisés dans l'affectation agricole sont limités aux droits reconnus en vertu de la LPTAA ainsi qu'aux activités jugées compatibles et complémentaires. Les exceptions (présence d'activités récréatives et de villégiature, publiques et institutionnelles, d'extractions) sont soumises à certains critères
Établir des normes de distances adéquates de façon à favoriser une cohabitation harmonieuse des différents utilisateurs de la zone agricole permanente.	Identification de paramètres de distances séparatrices au règlement de zonage de la municipalité.



2.2 LE MILIEU AGROFORESTIER

<b>GARANTIR DES CONDITIONS FAVORABLES À LA CONSOLIDATION ET AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS ET DES ENTREPRISES AGRICOLES</b>	
<b>OBJECTIF</b>	<b>MOYENS</b>
Conserver le caractère rural de la municipalité.	<p>Par le règlement de zonage, restreindre les usages autorisés dans la zone agricole permanente.</p> <p>Délimiter, au plan de zonage des zones agroforestières et des secteurs agricoles dynamiques.</p> <p>Autoriser au règlement de zonage, de nouveaux usages reliés à l'agriculture afin d'encourager le développement et la diversification des activités et des entreprises agricoles.</p>

<b>ASSURER UNE COEXISTENCE HARMONIEUSE DES UTILISATIONS AGRICOLES ET NON AGRICOLES</b>	
<b>OBJECTIF</b>	<b>MOYENS</b>
Diversifier les usages autorisés de façon à permettre l'occupation du territoire dans le respect des activités agricoles et sylvicoles existantes.	Le règlement de zonage identifie les usages et activités autres qu'agricoles autorisés. Ces usages et activités sont restreints à ceux jugés compatibles et complémentaires afin de ne pas limiter ou entraver le développement agricole dans la zone agricole permanente. De plus, des normes de distance sont prescrites en zone agricole permanente.

<b>FAVORISER L'ÉTABLISSEMENT DE NOUVEAUX RÉSIDANTS DANS UNE PERSPECTIVE RATIONNELLE DE L'UTILISATION DE L'ESPACE</b>	
<b>OBJECTIFS</b>	<b>MOYEN</b>
Concentrer le développement, consolider les espaces résiduels et rationaliser les dépenses.	Autoriser des usages résidentiels dans l'affectation agroforestière dans des secteurs déjà développés et identifiés selon les critères caractérisant les îlots déstructurés.

<b>OPTIMISER L'UTILISATION DU TERRITOIRE ET DIVERSIFIER LES ACTIONS DE MISE EN VALEUR</b>	
<b>OBJECTIFS</b>	<b>MOYENS</b>
Favoriser la mise en valeur des terres en friches.	<p>À l'extérieur des secteurs agricoles dynamiques, favoriser l'établissement de nouvelles activités liées à la ressource.</p> <p>Effectuer un relevé des friches et proposer des actions de mise en valeur en fonction notamment du milieu environnant (boisé, habité, agricole, etc.) et du potentiel naturel.</p>

<b>PROTÉGER L'ACTIVITÉ AGRICOLE EXISTANTE ET ASSURER LES CONDITIONS NÉCESSAIRES À L'EXPANSION DES ENTREPRISES</b>	
<b>OBJECTIFS</b>	<b>MOYENS</b>
Éviter d'accentuer la régression de l'activité agricole en protégeant l'occupation actuelle.	Les normes de distance prescrites au règlement de zonage visent à assurer l'agrandissement des entreprises existantes. La limitation des usages et activités autres qu'agricoles autorisés a pour but d'éviter la régression de la zone agricole.
Reconnaître l'agriculture à temps partiel comme une façon d'occuper le territoire.	Dans l'affectation agroforestière, l'exploitation à temps partiel sur des superficies plus restreintes et la diversification des usages de nature agricole doivent être envisagés au règlement de zonage.

2.3 LE MILIEU FORESTIER

<b>MISER SUR LA QUALITÉ DES PAYSAGES FORESTIERS POUR DÉVELOPPER DES ATTRAITES TOURISTIQUES ET DIVERSIFIER LA BASE ÉCONOMIQUE DE LA MUNICIPALITÉ</b>	
<b>OBJECTIF</b>	<b>MOYEN</b>
Faire en sorte que la qualité des paysages devienne une priorité pour la municipalité.	Identifier des sites d'intérêt et y appliquer des normes de déboisement afin de limiter l'impact visuel négatif des coupes.

<b>FAVORISER LA PRODUCTIVITÉ ET LA MISE EN VALEUR DE LA FORÊT DANS UNE PERSPECTIVE D'AMÉNAGEMENT FORESTIER DURABLE</b>	
<b>OBJECTIFS</b>	<b>MOYENS</b>
<p>Tendre vers un aménagement plus intensif des boisés privés.</p> <p>Favoriser la protection des érablières et appuyer les efforts de mise en valeur à des fins touristiques ou de transformation du produit acéricole.</p>	<p>Identifier et délimiter des secteurs prioritaires de reboisement à partir de certains critères dont le dynamisme agricole et les classes de fertilité des sols afin de remettre en valeur les terres en friches.</p> <p>Identifier des normes au règlement de zonage afin de régir les travaux de déboisement à proximité des érablières. Faire la promotion de l'activité acéricole comme outil de développement agrotouristique.</p> <p>Faire des représentations auprès du ministère des Ressources naturelles (MRN) afin d'augmenter le nombre de permis d'exploitation des érablières sur les terres du domaine public.</p> <p>Participer activement au processus de consultation des ministères et des compagnies forestières.</p>

#### 2.4 LE MILIEU URBAIN

<b>ORIENTER L'EXTENSION URBAINE DANS DES SECTEURS DE LA MUNICIPALITÉ POUVANT ACCUEILLIR LE DÉVELOPPEMENT DE FAÇON ÉCONOMIQUE TOUT EN CONTRIBUANT AU MAINTIEN DE LA QUALITÉ DE VIE DES RÉSIDANTS</b>	
<b>OBJECTIF</b>	<b>MOYEN</b>
<p>Éviter les incompatibilités d'usages et maximiser l'utilisation des équipements, des infrastructures et des services existants.</p>	<p>L'implantation de nouvelles industries doit se faire uniquement à l'intérieur des zones industrielles désignées à cette fin.</p>

**OPTIMISER L'UTILISATION DES ESPACES URBAINS EXISTANTS EN FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS DÉJÀ DESSERVIS ET DANS LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT**

OBJECTIFS	MOYENS
<p>Rentabiliser les équipements et infrastructures existants et desservir les nouveaux secteurs bâtis de façon économique.</p>	<p>Dans les secteurs du périmètre d'urbanisation avec services, le développement urbain se réalisera aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le développement se fera uniquement en bordure des rues existantes à la date d'entrée en vigueur des règlements d'urbanisme révisés;</li> <li>- avant le prolongement d'une rue, la municipalité devra s'assurer que les espaces disponibles identifiés (à la date d'entrée en vigueur des règlements d'urbanisme révisés) sur celle-ci auront été comblés à 75% et plus;</li> <li>- lors de l'ouverture ou du prolongement de nouvelles rues, la municipalité devra s'assurer que les services présents seront aussi prolongés et que la capacité des réseaux existants suffira à la demande;</li> <li>- l'ouverture d'une nouvelle rue sera possible pour desservir des terrains qui auront fait l'objet d'un permis de lotissement.</li> </ul> <p>Dans le périmètre d'urbanisation non desservis par un réseau d'aqueduc et d'égout, le développement urbain se réalisera aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le développement se fera uniquement en bordure des rues existantes à la date d'entrée en vigueur des règlements d'urbanisme révisés et ce développement devra être de faible densité;</li> <li>- avant le prolongement de nouvelles rues, la municipalité devra s'assurer que les espaces disponibles identifiés (à la date d'entrée en vigueur des règlements d'urbanisme révisés) sur celle-ci, auront été comblés à 75% et plus;</li> <li>- dans le cas d'un projet de lotissement de 3 terrains<sup>6</sup> et plus, avant de délivrer le permis de lotissement, la municipalité devra avoir obtenu du promoteur une étude d'une <u>firme indépendante</u> démontrant que les sols présentent les conditions nécessaires à l'implantation d'équipements de traitement des eaux usées conformes au <i>Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées</i> (Q-2, r.8).</li> </ul>

<sup>6</sup> Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs établit que des sondages et des mesures à tous les 3 ou 4 terrains permettent d'évaluer l'aptitude d'un secteur à l'implantation d'équipements.

2.5 LE TOURISME ET LE PATRIMOINE

<b>APPUYER LE DÉVELOPPEMENT D'UN CONCEPT RÉGIONAL POUR L'INDUSTRIE TOURISTIQUE PAR LA PRÉSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE NATUREL ET BÂTI</b>	
<b>OBJECTIFS</b>	<b>MOYENS</b>
Développer un concept touristique régional en valorisant les éléments d'intérêt présents sur son parcours dans la municipalité. <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ancien couvent;</li><li>- le podium papal;</li><li>- la chapelle-école.</li></ul>	Prescrire des normes au règlement de zonage afin de préserver les paysages et sites d'intérêt d'un affichage abusif et disgracieux, de l'occupation du sol par des usages incompatibles (carrière-sablière, entreposage, etc.) et de la présence de bâtiments abandonnés ou délabrés.
Identifier et favoriser la conservation des espaces boisés en milieu urbain qui présentent un intérêt particulier.	Inscrire des normes au règlement de zonage afin de protéger ces boisés lors de l'implantation de nouvelles constructions.  Établir des normes pour la préservation des arbres dans le cœur villageois (Ex.: secteur de l'église et de l'ancien couvent)

## CHAPITRE 3 LES GRANDES AFFECTATIONS DU SOL

Les grandes affectations du sol et leur densité d'occupation réfèrent à l'une des composantes obligatoires du plan d'urbanisme (L.A.U., art.83, par.2). Chaque grande affectation du sol représente la vocation d'une partie du territoire à des groupes d'usages ou de constructions ou à des usages et des constructions déterminés. Ces grandes affectations du sol sont la traduction spatiale des grandes orientations de l'aménagement du territoire retenues par le conseil municipal. Une densité d'occupation se définit comme une mesure quantitative de l'intensité de l'occupation du sol.

### 3.1 L'AFFECTATION AGRICOLE

#### 3.1.1 Définition, caractéristiques et densité d'occupation

##### Définition

L'identification d'une grande affectation agricole vise à confirmer la vocation prédominante de l'agriculture et des activités connexes dans des secteurs à potentiel particulier. La grande affectation agricole correspond à un territoire ayant un ensemble de caractéristiques propres à ce genre de milieu.

##### Caractéristiques

L'affectation agricole est caractérisée selon les critères suivants:

- milieu agricole dynamique (valeur des ventes);
- homogénéité agricole des terres;
- forte concentration des fermes;
- potentiel de développement;
- structure foncière peu morcelée;
- peu de friches;
- bonne valeur foncière;
- concentration d'érablières.

##### Densité d'occupation

Aucun réseau d'aqueduc et d'égout ne dessert l'affectation agricole. La densité minimale par terrain résidentiel est de 3 000 m<sup>2</sup> avec un minimum de 50 mètres de façade. Pour les terrains riverains et ceux situés à l'intérieur d'un corridor riverain<sup>7</sup>, la superficie requise est de 4 000 m<sup>2</sup> et les dimensions minimales sont de 50 mètres de largeur et de 75 mètres de profondeur.

---

<sup>7</sup> Corridor riverain : bande de terre qui s'étend à partir de la ligne naturelle des hautes eaux vers l'intérieur des terres sur une profondeur de 300 mètres dans le cas d'un lac et de 100 mètres dans le cas d'un cours d'eau. Un terrain dont la superficie est comprise à plus de 50% à l'intérieur du corridor riverain est réputé riverain.

### 3.1.2 Objectifs

Par la reconnaissance d'une grande affectation du sol agricole, la municipalité poursuit les objectifs suivants :

- Assurer la pérennité de l'activité et des entreprises agricoles et garantir des conditions favorables à leur consolidation et développement;
- Garantir une coexistence harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles.

La délimitation d'une affectation agricole exclusive et un contrôle accru des usages et des activités autres qu'agricoles autorisés dans celle-ci vise principalement à assurer des conditions favorables à la consolidation et au développement des activités et des entreprises agricoles sur le territoire municipal. En restreignant les usages et bâtiments non agricoles, on évite ainsi l'implantation d'activités incompatibles qui pourraient être la cause de problèmes de cohabitation et freiner le développement des exploitations agricoles.

Par ailleurs, en limitant l'implantation des usages et des bâtiments autres qu'agricoles dans la zone agricole permanente, on favorise indirectement leur implantation à l'intérieur du périmètre d'urbanisation rentabilisant par le fait même, les équipements et les infrastructures déjà existants. De nouvelles implantations en milieu rural amènent à coup sûr, des dépenses supplémentaires à la municipalité: prolongement des services, augmentation des coûts de déneigement, d'entretien du réseau de circulation, des coûts d'enlèvement des ordures, etc.

L'imposition de normes de distances séparatrices a pour but de favoriser la coexistence harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles autorisées.

### 3.1.3 Usages, constructions et activités compatibles

[Règ. 113-2011, le 12-07-2011]

#### a) Résidentiel :

- les résidences érigées sur un lot bénéficiant de droits acquis en vertu des articles 31, 101 et 103 de la LPTAA et aux autorisations déjà accordées;
- les résidences érigées en vertu des privilèges et droits personnels conférés aux agriculteurs (art. 31.1, 40 et 105 de la LPTAA);

#### b) Abrogé

#### c) Usages commerciaux et de services intégrés à l'habitation, sous conditions;

#### d) Activités commerciales et de services complémentaires à l'activité agricole ou sylvicole et rattachés à une entreprise agricole ou sylvicole;

#### e) Industries artisanales de transformation de produits agricoles ou sylvicoles et rattachées à une entreprise agricole ou sylvicole;

#### f) Équipements et infrastructures publics, sous conditions;

#### g) Exploitations agricoles et forestières;

#### h) Abris forestiers, sous conditions;

#### i) Activités récréatives de type extensif, sous conditions.

### 3.1.4 Délimitation géographique

Les lots 21a à 29 des rangs IV, V, VI du cadastre du Canton de Marlow, les lots ou parties de lots 18a à 29 du rang VII, 18a à 24c du rang VIII, 10a à 20c du rang IX et 10a à 15 du rang X du cadastre du Canton de Marlow constituent le territoire de l'affectation agricole.

### 3.1.5 Critères d'aménagement particuliers

- Dans le cas de coupe d'arbres sur un terrain contigu à une érablière, une zone tampon boisée de 20 mètres doit être conservée sur la ligne adjacente au terrain voisin;
- Inciter les commerces bénéficiant de droits acquis dans l'affectation agricole à aménager leur terrain d'écrans (haies ou clôtures) afin d'atténuer l'impact visuel négatif de l'entreposage extérieur;

## 3.2 L'AFFECTION AGROFORESTIÈRE

### 3.2.1 Définition, caractéristiques et densité d'occupation

#### Définition

L'importance des friches et des espaces boisés de même que l'absence de concentration d'exploitations agricoles ou la régression qu'elles accusent, distinguent principalement l'affectation agroforestière de l'affectation agricole.

#### Caractéristiques

L'affectation agroforestière est caractérisée selon les critères suivants:

- activité agricole dispersée (pas de concentration);
- reboisement;
- régression de l'activité agricole (abandon des entreprises agricoles);
- contraintes physiques ou sols moins attrayants pour l'agriculture;
- présence d'usages non agricoles;
- plusieurs terres en friches;
- faible valeur des ventes;
- présence d'érablières.

Les constructions et les usages autorisés sont, en général, moins exclusifs de façon à permettre l'expression des autres potentiels du territoire afin de conserver la population et un niveau d'activité économique nécessaire à la viabilité de la municipalité. Par contre, les activités et bâtiments non agricoles autorisés ne devront pas accentuer la régression de l'activité agricole, mais plutôt permettre une utilisation plus variée du territoire tout en favorisant les activités agricoles et forestières.



Il est important de préserver le caractère rural du territoire et d'évaluer les possibilités de relance de l'agriculture soit par de nouveaux types de production, la mise en place de petites usines de transformation reliées à la ressource ou l'exploitation du potentiel agrotouristique.

### Densité d'occupation

Aucun réseau d'aqueduc et d'égout ne dessert l'affectation agroforestière. La densité minimale par résidence est de 3 000 m<sup>2</sup> et de 50 mètres de façade et pour les terrains riverains et ceux situés à l'intérieur d'un corridor riverain, la superficie minimale pour une implantation résidentielle est de 4 000 m<sup>2</sup> avec 50 mètres de largeur et 75 mètres de profondeur.

### 3.2.2 Objectifs

Par la reconnaissance d'une grande affectation du sol agroforestière, la municipalité poursuit les principaux objectifs suivants :

- Protéger l'activité agricole existante et assurer les conditions nécessaires à l'expansion des entreprises;
- Reconnaître l'agriculture à temps partiel comme une façon d'occuper le territoire;
- Diversifier les usages autorisés de façon à permettre l'occupation du territoire dans le respect des activités agricoles et sylvicoles existantes;
- Favoriser le maintien et l'établissement de nouveaux résidents dans une perspective rationnelle de l'utilisation de l'espace;
- Conserver le caractère rural de l'affectation;
- Implanter les entreprises de transformation industrielle (manufactures, industries d'usinage, etc.) et d'activité para-industrielle (entreprises de transport, entrepôts, bâtiments industriels polyvalents, commerces en gros, cours à bois, etc.) à l'intérieur du périmètre d'urbanisation dans des secteurs réservés à ces fins.

### 3.2.3 Usages, constructions et activités compatibles

- Tous les usages et bâtiments énumérés à l'affectation agricole aux mêmes conditions;
- Habitation de très faible densité demeurant rattachée à une terre à potentiel agricole ou forestier d'une superficie minimale de 20 hectares;
- Habitations à caractère saisonnier;
- Les activités récréatives de type intensif nécessitant des équipements ou infrastructures sont autorisées à certaines conditions;
- Les sites d'extraction (carrières, sablières et gravières) et les équipements connexes à cette exploitation à certaines conditions;
- Les abris forestiers à certaines conditions.

### 3.2.4 Délimitation géographique

Les territoires compris dans cette grande affectation sont tous situés dans le cadastre du Canton de Marlow :

- Lots 16a à 20b, Rang IV;
- Lots 15a à 20b, Rang V;
- Lots 18a à 20b, Rang VI;
- Lots 14b à 17b, Rang VII;
- Lots 10a à 17b, Rang VIII.

### 3.2.5 Critères d'aménagement particuliers

- Lors de l'implantation de nouveaux sites d'extraction, une zone tampon boisée d'une largeur minimale de 20 mètres doit être conservée au pourtour du site exploité;
- Dans le cas de coupe d'arbres sur un terrain contigu à une érablière, une zone tampon boisée de 20 mètres doit être conservée sur la ligne adjacente au terrain voisin.

[Règ. 113-2011, le 12 -07- 2011]

### 3.3 ABROGÉ

[Règ. 113-2011, le 12 -07- 2011]

### 3.4 ABROGÉ

## 3.5 L'AFFECTATION FORESTIÈRE

### 3.5.1 Définition, caractéristiques et densité d'occupation

#### Définition

La grande affectation forestière correspond à des lots où la vocation dominante est principalement caractérisée par des activités forestières.

#### Caractéristiques

L'affectation forestière est caractérisée selon les critères suivants:

- non assujettie à la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles;
- agriculture marginale;
- espaces boisés à plus de 75%;
- présence d'usages agricoles mais non déterminants par rapport à la ressource.

La présence d'activités agricoles est marginale sinon inexistante à l'exception d'exploitations acéricoles dans les peuplements d'érablières. C'est surtout l'exploitation des ressources forestières et plus particulièrement le prélèvement de matière ligneuse qui prédomine dans cette affectation.

L'affectation forestière occupe une bonne partie du territoire de la municipalité et est formée principalement d'une grande propriété privée (les Produits forestiers Domtar) située à l'ouest du territoire et de plusieurs petits propriétaires de lots en partie sud-est. Tous les lots de l'affectation forestière sont situés dans la zone non agricole (zone blanche), c'est-à-dire non assujettie au contrôle de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*.

Par ailleurs, c'est dans cette grande affectation que nous retrouvons le ravage Saint-Gédéon d'une superficie de 2 800 hectares. Celui-ci est entièrement sur les terres de l'entreprise les Produits forestiers Domtar Inc. et le territoire est non agricole (zone blanche), c'est-à-dire exclu du contrôle de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*. Les interventions autorisées sont celles prévues aux plans quinquennaux de la compagnie les Produits forestiers Domtar. Les modalités d'intervention sur ces terres sont régies par un *Plan d'intervention* réalisé en conformité avec les prescriptions du *Guide d'aménagement des ravages du cerf de Virginie (MEF)*.

#### Densité d'occupation

Aucun réseau d'aqueduc et d'égout ne dessert l'affectation forestière. La densité minimale par résidence est de 3 000 m<sup>2</sup> et de 50 mètres de façade. Pour les terrains riverains et ceux situés à l'intérieur d'un corridor riverain, la superficie minimale pour une implantation résidentielle est de 4 000 m<sup>2</sup>, de 50 mètres de largeur et de 75 mètres de profondeur.

#### 3.5.2 Objectifs

Les objectifs poursuivis par la municipalité en identifiant cette grande affectation sont les suivants :

- Assurer la viabilité de la collectivité;
- Permettre l'utilisation du sol à d'autres fins qu'agricoles et forestières tout en préservant l'intégrité du paysage dans les secteurs sensibles (projets de nature récréative et touristique);
- Développer les ressources dans un souci d'aménagement intégré;
- Maximiser les potentiels liés à l'ensemble des ressources que représente la forêt (eau, flore, faune, matière ligneuse, etc.);
- Assurer la protection et la mise en valeur de la ressource faunique;
- Développer le potentiel faunique par des activités récréatives et d'écotourisme (chasse, pêche, interprétation, etc) qui ont des retombées importantes dans le milieu;
- Être reconnu comme un partenaire intéressé par la mise en valeur des ressources du milieu forestier.

[Règ. 113-2011, le 12 -07- 2011]

#### 3.5.3 Abrogé

### 3.5.4 Délimitation géographique

La grande affectation forestière est répartie sur les lots suivants:

- lots 10a à 15, Rang IV, cadastre du Canton de Marlow;
- lots 10 à 14, Rang V, cadastre du Canton de Marlow;
- lots 10 à 17b, Rang VI, cadastre du Canton de Marlow;
- lots 10a à 14a, Rang VII, cadastre du Canton de Marlow;
- lots 1 à 4a, 25 à 28, Rang I, cadastre du Canton de Dorset;
- parties des lots 5, 6, 21, 22, 23 et 24, Rang I, cadastre du Canton de Dorset;
- lots 1 à 6, 21 à 28, Rang II, cadastre du Canton de Dorset;
- parties des lots 7 à 13 et 18 à 20, Rang II, cadastre du Canton de Dorset;
- lots 1 à 12, 18a à 28, Rang III, cadastre du Canton de Dorset;
- parties des lots 13 à 17, Rang III, cadastre du Canton de Dorset;
- tous les lots du rang IV.

### 3.5.5 Critère d'aménagement particulier

Lors de l'implantation de nouvelles carrières-sablières, une zone tampon boisée d'une largeur minimale de 20 mètres doit être conservée au pourtour du terrain où est localisé le site d'extraction.

## 3.6 L'AFFECTION RÉSIDENIELLE

### 3.6.1 Définition, caractéristiques et densité d'occupation

#### Définition

La grande affectation résidentielle correspond à des territoires occupés ou qui seront occupés par la fonction résidentielle et autres usages complémentaires (garage, remise, piscine, etc.).

Cette affectation peut aussi faire l'objet d'autres usages et constructions compatibles avec la dominance résidentielle (services professionnels et personnels).

#### Caractéristiques

Selon le sommaire du rôle d'évaluation foncière de la M.R.C., en juin 2006, la municipalité compte sur son territoire 735 unités de logements, excluant les chalets :

<b>TYPE DE RÉSIDENCE</b>	<b>Nombre</b>	<b>Pourcentage (%)</b>
Unifamiliale	689	93,7%
Duplex ou jumelé	19	2,6%
Multifamiliale (3 logements et plus)	16	2,2%
Maison mobile	11	1,5%
Total	735	100%

Source: Service d'évaluation foncière, MRC de Beauce-Sartigan, juin 2006.

De 1995 à 2005, la municipalité a émis annuellement une moyenne de 8,2 permis de construction pour de nouvelles résidences<sup>8</sup>. Si ce taux se maintient, la municipalité devrait disposer de 123 terrains affectés à des fins résidentielles pour répondre aux besoins des 15 prochaines années. Ces besoins seront facilement comblés puisque le nombre de terrains d'un minimum de 450 m<sup>2</sup> réservés à la construction domiciliaire se chiffre à 877<sup>9</sup>.

### Densité d'occupation

La densité d'occupation du sol n'est pas régie dans cette affectation. Cependant, certaines normes minimales sont prescrites. Ainsi, pour tout type d'usage, la superficie minimum exigée pour des terrains résidentiels se situe entre 300 m<sup>2</sup> et 750 m<sup>2</sup> pour les terrains desservis par les réseaux d'aqueduc et d'égout.

### 3.6.2 Objectifs

Par la reconnaissance d'une grande affectation résidentielle, la municipalité poursuit les objectifs suivants :

- Améliorer le dynamisme économique de la municipalité;
- Favoriser une utilisation optimale des terrains vacants;
- Augmenter les services pouvant accroître la qualité de vie des résidents comme par exemple l'aménagement d'une bibliothèque publique;
- Favoriser le maintien et l'amélioration de la qualité du cadre bâti en apportant une aide technique à la population (guides d'entretien, conseils de rénovation, etc.).

### 3.6.3 Usages, constructions et activités compatibles

- Habitations unifamiliales isolées, jumelées et en rangée;
- Habitations bifamiliales (duplex);
- Habitations multifamiliales;
- Habitations multifamiliales à caractère communautaire et public (HLM et centres d'accueil);
- Maisons mobiles;
- Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation (sous conditions);
- Parcs, espaces verts et terrains de jeux;
- Bâtiments et équipements d'utilité publique.

### 3.6.4 Délimitation géographique

La grande affectation résidentielle est entièrement à l'intérieur du périmètre d'urbanisation.

### 3.6.5 Critères d'aménagement particuliers

- Promouvoir le développement des secteurs résidentiels déjà desservis;

---

<sup>8</sup> Service d'évaluation foncière, MRC de Beauce-Sartigan, juin 2006.

<sup>9</sup> Schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC de Beauce-Sartigan, avril 2005.

- Éviter l'alternance de petits et grands lotissements dans les nouveaux développements résidentiels ce qui a pour conséquence de créer des disparités au niveau de la valeur foncière des propriétés;
- Autoriser l'installation de commerces et services personnels dans les zones résidentielles de moyenne densité qui n'ont pas d'incidence négative sur le développement des zones commerciales et qui ne perturbent pas la quiétude et la sécurité des secteurs en cause (augmentation de la circulation, du stationnement et du bruit dans la rue, etc.);
- Établir des normes (marges de recul) pour l'implantation d'un bâtiment sur un terrain d'angle, un terrain transversal et un terrain d'angle transversal;
- Privilégier la plantation d'arbres, l'aménagement de parcs ou terrains de jeux et la protection des boisés dans les développements résidentiels existants et projetés;
- Diminuer l'impact visuel de réseaux de distribution d'électricité, de téléphone et de câblodistribution en privilégiant leur implantation en arrière-terrains.

### 3.7 L'AFFECTATION COMMERCIALE ET DE SERVICES

#### 3.7.1 Définition, caractéristique et densité d'occupation

##### Définition

L'affectation commerciale correspond à des sols où la vocation dominante est attribuée à des activités commerciales (gros et détail), d'entrepôt, des usages publics et institutionnels et des bâtiments d'utilité publique et des industries légères.

##### Caractéristiques

Cette affectation est concentrée en bordure de la 1<sup>re</sup> Avenue et du boulevard Canam (Route 204) où elle cohabite, entre autres, avec les fonctions résidentielles. L'autorisation de l'usage résidentiel à l'intérieur de cette affectation peut avoir des conséquences négatives à long terme en restreignant le nombre de terrains disponibles à des fins commerciales. Pour pallier à cette situation éventuelle, la fonction résidentielle pourrait être autorisée uniquement à l'étage des édifices de la 1<sup>re</sup> Avenue dans les secteurs où la densité commerciale est plus élevée, réservant ainsi le rez-de-chaussée aux activités commerciales.

Selon le sommaire du rôle d'évaluation foncière de la MRC de Beauce-Sartigan, en juin 2006, 13 commerces et 17 services desservent les résidents de la municipalité et se répartissent dans les catégories suivantes :

a) Commerces :	
- restauration :	3
- vente au détail de produits de l'alimentation :	3
- vente en gros :	1
- vente au détail d'automobiles :	2
- station-service :	3
- vente au détail de produits de construction et quincaillerie :	1
TOTAL :	13

b) Services :	
- financiers :	1
- funéraires :	2
- de réparation :	10
- professionnel :	3
- de construction :	1
TOTAL :	17

Plusieurs terrains sont toujours disponibles pour des activités commerciales: 46 terrains desservis d'une moyenne de 2 673 m<sup>2</sup> et 279 terrains potentiels de 300 m<sup>2</sup>.<sup>10</sup> Cependant, le nombre réel de terrains potentiels peut être diminué d'au moins la moitié, car la superficie des terrains où des commerces sont déjà implantés varie de 1500 m<sup>2</sup> à 13 000 m<sup>2</sup> sous réserve de quelques terrains de moins de 300 m<sup>2</sup>.<sup>11</sup> Les possibilités d'implantation de nouveaux commerces sont donc très importantes

#### Densité d'occupation

La densité d'occupation du sol n'est pas régie dans cette affectation, mais une norme minimale est prescrite : la superficie minimale exigée pour les terrains commerciaux est de 300 m<sup>2</sup>.

#### 3.7.2 Objectifs

Par la reconnaissance d'un grande affectation commerciale la municipalité poursuit les objectifs suivants :

- Favoriser l'implantation d'usages compatibles afin d'éviter les sources de contraintes majeures;
- Dans les secteurs le long de la 1<sup>re</sup> Avenue à plus forte densité commerciale, autoriser graduellement la fonction résidentielle seulement à l'étage des édifices;
- Favoriser le maintien et l'amélioration de la qualité du cadre bâti en apportant une aide technique à la population (guide d'entretien, conseils de rénovation, etc.).

#### 3.7.3 Usages, constructions et activités compatibles

- Habitations unifamiliales isolées, jumelées et en rangée;
- Habitations bifamiliales (duplex);
- Habitations multifamiliales;
- Habitations multifamiliales à caractère communautaire et public (HLM et centres d'accueil);
- Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation (sous conditions);
- Usages commerciaux de vente au détail et de gros;
- Commerces de services personnels et spécialisés;
- Industries légères et artisanales;
- Entrepôts;

---

<sup>10</sup> Superficie minimum exigée pour un terrain commercial au règlement de lotissement.

<sup>11</sup> Superficie minimale pour un terrain commercial.

- Parcs, espaces verts, terrains de jeux;
- Bâtiments et équipements d'utilité publique.

### 3.7.4 Délimitation géographique

Les territoires reconnus sous cette dénomination sont principalement situés en bordure de la Route 204 (boulevard Canam) et de la 1<sup>ère</sup> Avenue.

### 3.7.5 Critères d'aménagement particuliers

- Inclure au règlement de zonage des normes quant à la largeur et la localisation des accès commerciaux le long de la Route 204;
- Établir des normes relatives à l'affichage commercial: types d'enseignes autorisées, normes d'implantation et de localisation;
- Réglementer l'installation de panneaux publicitaires le long de la future voie cyclable régionale et à proximité des éléments d'intérêt historique;
- Établir des normes (marges de recul) pour l'implantation d'un bâtiment sur un terrain d'angle, un terrain transversal et un terrain d'angle transversal;
- Prévoir des zones tampons ou mesures de mitigation (plantation d'arbres, clôtures, etc.) dans les zones commerciales adjacentes aux secteurs résidentiels où les usages autorisés sont difficilement compatibles avec l'habitation;
- Diminuer l'impact visuel de réseaux de distribution d'électricité, de téléphone et de câblodistribution en privilégiant leur implantation en arrière-terrains.

## 3.8 L'AFFECTATION INDUSTRIELLE

### 3.8.1 Définition, caractéristiques et densité d'occupation

#### Définition

L'affectation industrielle correspond à des sols où la vocation dominante est attribuée à des activités industrielles ou para-industrielles (activités dont les caractéristiques se rapprochent de l'industrie).

#### Caractéristiques

Selon le sommaire du rôle d'évaluation foncière de juin 2006, la municipalité compte 9 industries sur son territoire, réparties dans les secteurs d'activité suivants :

- industrie de produits en plastique :	1
- industrie de l'habillement :	3
- industrie du meuble résidentiel :	3
- industrie de produits métalliques :	1
- autre industrie manufacturière (équipements d'érablière) :	1
TOTAL :	9



Pour la plupart, les implantations industrielles prennent place sur des grandes superficies. Les façades des terrains sont occupées par des espaces de stationnement et de façon générale, l'aménagement paysager est restreint.

Le périmètre d'urbanisation comprend 2 zones industrielles desservies par les services d'aqueduc et d'égout. L'entreprise Les Aciers Canam Inc. en occupe une entièrement et dans l'autre, 75 400 m<sup>2</sup> sont disponibles pour l'implantation d'industries<sup>12</sup>. En soustrayant 30% de la superficie disponible pour les infrastructures, et considérant la norme minimale de 300 m<sup>2</sup> par terrain<sup>13</sup>, 176 nouveaux terrains potentiels sont libres pour la construction industrielle. Il faut mentionner que le nombre réel peut diminuer de beaucoup car la dimension minimale exigée pour le lotissement ne peut satisfaire les besoins de toutes les industries.

Entre 1995 et 2005, la municipalité a émis 1 permis de construction à des fins industrielles<sup>14</sup>. En référence à cette donnée et au nombre de terrains vacants desservis, la municipalité dispose de tous les espaces nécessaires pour répondre aux demandes futures d'implantations industrielles.

Par ailleurs, les entreprises ne sont pas toutes implantées à l'intérieur des secteurs réservés à ces fins. À titre d'exemple, l'entreprise La Chemise Perfection Inc. est localisée en zone commerciale sur la 1<sup>re</sup> Avenue Nord (Route 204) et l'ébénisterie Cuisibeauce Inc. est située en bordure du boulevard Canam Sud, aussi dans une zone commerciale.

### Densité d'occupation

La densité d'occupation du sol n'est pas régie dans cette affectation mais des normes minimales sont prescrites : pour les terrains desservis, le minimum exigée est de 300 m<sup>2</sup>. Afin de préserver des espaces pour le stationnement et l'entreposage, les zones tampons et l'aménagement paysager, les bâtiments industriels ne devraient pas occuper plus de 60% de la superficie totale du terrain.

### 3.8.2 Objectifs

Par la reconnaissance d'une grande affectation industrielle, la municipalité poursuit les objectifs suivants :

- Susciter l'implantation de nouvelles entreprises génératrices d'emplois à l'intérieur de la zone industrielle;
- Contrôler les usages qui peuvent représenter des sources de contraintes majeures;
- Éviter les incompatibilités d'usages;
- Offrir à de futures industries des terrains efficaces à plusieurs niveaux;
- Rentabiliser les équipements et infrastructures existants;
- Éliminer toute pression et empiétement dans la zone agricole permanente.

---

<sup>12</sup> Schéma d'aménagement et de développement révisé, MRC de Beauce-Sartigan, avril 2005.

<sup>13</sup> Superficie minimum exigée au règlement de lotissement de la municipalité.

<sup>14</sup> Service de l'évaluation foncière, MRC de Beauce-Sartigan, juin 2006.

### 3.8.3 Usages, constructions et activités compatibles

- Activités industrielles, c'est-à-dire, les entreprises de transformation;
- Activités para-industrielles:
  - a) celles qui sont fortement liées au domaine industriel comme les entreprises de transport, les entrepôts, les bâtiments industriels polyvalents, les entreprises engagées dans des productions impliquant une technologie de pointe, etc.;
  - b) les entreprises non industrielles mais dont les activités, les besoins et les inconvénients qu'elles causent au voisinage se rapprochent de ceux du domaine industriel au point de vue de l'occupation de l'espace ou de l'impact sur l'environnement comme les commerces de gros, les cours à bois, les entreprises de construction, les ateliers de réparation, etc.;
  - c) Activités de recherche gouvernementales, universitaires ou privées;
- Bâtiments et équipements d'utilité publique.

### 3.8.4 Délimitation géographique

La grande affectation industrielle est située sur une partie du lot 25b, Rang VIII, en bordure du boulevard Canam Nord, des 3<sup>e</sup> Rue Nord, 3<sup>e</sup> Avenue Nord et rue de l'Église pour et sur une partie du lot 26b, Rang VIII, à proximité de la 1<sup>re</sup> Avenue Nord et de la rue Cordi.

### 3.8.5 Critères d'aménagement particuliers

- Prévoir des zones tampons dans le cas de zones industrielles à proximité de secteurs résidentiels ou dans le cas de zones industrielles adjacentes à des zones résidentielles d'une municipalité contiguë afin d'éviter les problèmes d'incompatibilité d'usage;
- Établir des normes (marges de recul) pour l'implantation d'un bâtiment sur tous les types de terrain (intérieur, d'angle, transversal et d'angle transversal);

## 3.9 L'AFFECTION PUBLIQUE ET INSTITUTIONNELLE

### 3.9.1 Définition, caractéristiques et densité d'occupation

#### Définition

La grande affectation du sol publique et institutionnelle correspond à des territoires où la vocation dominante est attribuée à des fins de services publics et communautaires. Elle regroupe des services municipaux, de santé, religieux, scolaires et de loisir.

#### Caractéristiques

Les bâtiments à caractère public servent à la pratique du culte, à l'éducation, à l'administration municipale, aux loisirs et à la détente. Le développement de la municipalité s'est historiquement fait dans le secteur de la rue de l'Église et de la 1<sup>ère</sup> Avenue. C'est à proximité de ces dernières que l'on retrouve les principales fonctions institutionnelles et publiques.

Saint-Gédéon-de-Beauce figure parmi les 26,5% des municipalités québécoises qui ne possèdent pas de bibliothèque publique (380/1 435)<sup>15</sup>. Avec sa population de 2 382 habitants, l'implantation de ce type d'établissement public serait à envisager.

La municipalité cumule 69 000 m<sup>2</sup> d'espaces disponibles réservés aux usages publics et institutionnels<sup>16</sup>. Cependant, ces espaces en bordure de la rivière Chaudière sont majoritairement dans la zone inondable de grand courant (0-20 ans) et ne sont donc pas constructibles. L'utilisation du sol pourra être destinée aux activités récréatives de type extensif, c'est-à-dire ne nécessitant peu ou pas d'infrastructures ou équipements d'importance, et cela sous certaines conditions d'aménagement.

### Densité d'occupation

La densité d'occupation du sol n'est pas régie dans cette affectation mais l'implantation des bâtiments doit surtout tenir compte des espaces nécessaires à des fins de stationnement en raison de l'achalandage habituellement généré par ces types d'usages. Cependant, une superficie minimale de 300 m<sup>2</sup> est exigée pour l'implantation de bâtiments et d'équipements d'utilité publique.

### 3.9.2 Objectifs

Par la reconnaissance d'une grande affectation de sol publique et institutionnelle, la municipalité poursuit les objectifs suivants :

- Favoriser une utilisation maximale des équipements et infrastructures publics présents sur le territoire municipal;
- Augmenter les services pouvant accroître la qualité de vie des résidents notamment par l'aménagement d'une bibliothèque publique.

### 3.9.3 Usages, constructions et activités compatibles

- Usages et constructions liés à l'éducation;
- Usages et constructions liés à la santé;
- Usages et constructions liés aux activités de culte;
- Usages et constructions liés aux loisirs et à la culture;
- Usages et constructions liés à l'administration publique;
- Parcs, espaces verts et terrains de jeux;
- Bâtiments et équipements d'utilité publique.

---

<sup>15</sup> Solidarité rurale québécoise du Québec, mars 1998.

<sup>16</sup> Schéma d'aménagement et de développement révisé, avril 2005.

### 3.9.4 Délimitation géographique

Cette affectation est concentrée entre la 1<sup>ère</sup> Avenue et la rivière Chaudière (terrains comprenant entre autres l'hôtel-de-Ville, l'aréna, la prise d'eau potable municipale et la station d'épuration des eaux usées), le secteur compris entre le boulevard Canam Sud, la 7<sup>e</sup> Rue Sud, la 1<sup>ère</sup> Avenue Sud et la rue de l'Église (église, podium papal, cimetière, ancien couvent, école primaire, CLSC) et le long de la 1<sup>ère</sup> Avenue Nord (une prise d'eau potable).

### 3.9.5 Critères d'aménagement particuliers

- Établir des normes (marges de recul) pour l'implantation d'un bâtiment sur un terrain d'angle, un terrain transversal et un terrain d'angle transversal;
- Diminuer l'impact visuel de réseaux de distribution d'électricité, de téléphone et de câblodistribution en privilégiant leur implantation en arrière-terrains.

## 3.10 L'AFFECTATION VILLÉGIATURE

### 3.10.1 Définition, caractéristiques et densité d'occupation

#### Définition

Le territoire affecté à des fins de villégiature est destiné à l'usage résidentiel de faible densité et à l'usage « terrain de camping ».

#### Caractéristiques

Dans l'affectation villégiature, les fonctions présentes sont uniquement résidentielles à l'exception du secteur où est autorisé un terrain de camping. L'absence des services d'aqueduc et d'égout nécessite des normes de lotissement plus élevées pour l'installation d'équipements sanitaires privés de traitement des eaux usées. Ainsi, la qualité de l'eau et la protection de l'environnement sont assurées.

#### Densité

La densité d'occupation du sol est régie selon les normes édictées pour des terrains non desservis :

- 4 000 m<sup>2</sup> de superficie, 50 mètres de façade et 75 mètres de profondeur pour les terrains riverains et situés à l'intérieur d'un corridor riverain;
- 3 000 m<sup>2</sup> de superficie et 50 mètres de façade pour les terrains situés à l'extérieur d'un corridor riverain.

### 3.10.2 Objectifs

Par la reconnaissance d'une grande affectation du sol de villégiature la municipalité poursuit l'objectif suivant :

- S'assurer que ce type de développement se réalise dans le respect de l'environnement.

### 3.10.3 Usages, constructions et activités compatibles

- Habitations résidentielles de faible densité;
- Terrain de camping;
- Parcs, espaces verts et terrains de jeux;
- Bâtiments et équipements d'utilité publique.

Aucun usage de nature commerciale (à l'exception des commerces complémentaires au terrain de camping et nécessaires à son fonctionnement) et industrielle n'est autorisé dans la grande affectation villégiature.

### 3.10.4 Délimitation géographique

Deux secteurs sur le territoire sont affectés à la villégiature: un secteur en bordure de la rivière Chaudière sur une partie du lot 27b, rang VIII dans le périmètre d'urbanisation, où seuls les usages résidentiels sont autorisés. L'autre secteur est aussi hors de la zone agricole permanente, sur une partie des lots 13a et 13b, rang X, où est implanté un terrain de camping.

### 3.10.5 Critère d'aménagement particulier

- Se conformer aux exigences relatives à la protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

## CHAPITRE 4 LES VOIES DE CIRCULATION ET LES RÉSEAUX DE TRANSPORT

Le tracé projeté et le type des principales voies de circulation et des réseaux de transport font partie du contenu obligatoire du plan d'urbanisme (L.A.U. art. 83 par. 3). La *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* définit les voies de circulation comme étant «tout endroit ou structure affecté à la circulation des véhicules et des piétons, notamment une route, rue ou ruelle, un trottoir, un sentier de piétons, une piste cyclable, une piste de motoneige, un sentier de randonnée, une place publique ou une aire de stationnement (L.A.U. art.1, par. 10)».

### 4.1 LE RÉSEAU ROUTIER

Le réseau routier de la municipalité est composé de deux catégories différentes :

a) Le réseau supérieur qui a essentiellement pour vocation de relier les principales concentrations de population ainsi que les équipements et territoires d'importance régionale. Trois classes de voies de circulation du réseau supérieur, sous la responsabilité du ministère des Transports, assurent les liaisons sur le territoire municipal :

- la Route 204 (12,16 km);
- les routes collectrices qui assurent le lien entre les agglomérations secondaires (généralement de 5 000 à 25 000 habitants), la Route 269 et le 9<sup>e</sup> Rang menant à Saint-Robert-Bellarmin (M.R.C. Le Granit), qui cumulent 6,05 km, permettent l'accès aux municipalités contiguës;
- les routes d'accès aux ressources, d'une longueur de 1,35 km, qui assurent l'accès à l'exploitation des ressources.

b) Le réseau local est caractérisé par une faible circulation de transit et sa vocation première est de donner accès à la propriété riveraine, qu'elle soit rurale ou urbaine. L'ensemble de ce réseau de 42,1 km est sous la responsabilité de la municipalité :

- Locale 2 : 38,59 km
- Locale 3 : 3,51 km  
42,01 km

Certaines routes dont l'entretien est à la charge de la municipalité interdisent la circulation des véhicules lourds.

#### 4.1.1 Les travaux routiers

Le ministère des Transports projette de reconstruire la Route 204 avec correction de profil vertical et courbe sous-standard au nord du village sur une longueur de 2,09 km<sup>17</sup>.

#### 4.2 LES SENTIERS RÉCRÉOTOURISTIQUES

Deux types de sentiers récréotouristiques sillonnent le territoire de la municipalité soit celui pour les amateurs de VTT et celui destiné aux motoneigistes.

Un sentier de motoneige régional (#580) traverse le territoire municipal dans un axe est-ouest de même qu'un circuit de VTT. Ce dernier parcourt aussi le territoire dans l'axe nord-sud.

---

<sup>17</sup> Direction Chaudière-Appalaches, ministère des Transports, planification quinquennale 1998-2003.

## **CHAPITRE 5            LES ZONES DE CONTRAINTES NATURELLES ET D'ORIGINE ANTHROPIQUE**

Certaines zones du territoire municipal sont soumises à des contraintes soit d'origine naturelle, soit d'origine anthropique c'est-à-dire qui relèvent de l'activité humaine. Ces zones peuvent représenter un risque pour la vie, la sécurité et la propriété des individus et de la collectivité. Des normes concernant ces zones se retrouvent au règlement de zonage municipal afin d'y contrôler l'implantation des bâtiments ou les usages autorisés.

### **5.1        LES ZONES DE CONTRAINTES NATURELLES**

Deux types de contraintes naturelles sont identifiés sur le territoire municipal : les zones inondables et les zones d'érosion.

Les zones inondables se retrouvent en bordure de la rivière Chaudière soit sur le terrain municipal comprenant l'aréna, le terrain de balle molle et la prise d'eau potable municipale, une section à l'arrière des commerces de la 1<sup>re</sup> Avenue en continuité du terrain de l'aréna jusqu'à la hauteur de la 4<sup>e</sup> Rue Nord, et dans la zone de villégiature. D'autres zones inondables se situent hors du périmètre urbain, en territoire agricole ou non agricole (zone blanche). Ces zones représentent des dangers pour la sécurité des biens et des personnes et sont assujetties aux normes sur la protection des rives, du littoral et des plaines inondables.

Trois zones d'érosion sont présentes sur le territoire municipal : à l'embouchure de la rivière Samson, sur une partie des lots 14a, 15b et 17a du Rang IX, et sur le lot 28a du Rang VII en bordure de la Route 204. La zone d'érosion de l'embouchure de la rivière Samson, à proximité du périmètre d'urbanisation, se situe en zone inondable et ne demande pas de disposition particulière vu l'interdiction de construction dans cette zone. Les autres secteurs ne causent pas de préjudices présentement étant donné leur localisation en zone agricole permanente et l'inexistence de pressions pour les développer.

### **5.2        LES ZONES DE CONTRAINTES D'ORIGINE ANTHROPIQUES**

#### **5.2.1    Les sites d'extraction**

Sur le territoire municipal, 3 sites d'extraction ont fait l'objet d'une autorisation de la CPTAQ :

- Lot 19a, Rang VIII, cadastre Canton de Marlow, pour une période de 10 ans à compter du 9 février 1996 (décision 29015-232483);
- Lots 20a et 20b, Rang IX, cadastre Canton de Marlow, pour une période de 10 ans à compter du 20 novembre 2000 (dossier 317124);
- Lots 18c et 19a, Rang IX, cadastre Canton de Marlow, pour une période de 10 ans à compter du 25 juillet 2003 (dossier 331288).



Quant aux sites suivants, leur exploitation ainsi que leur réaménagement devraient être terminés puisque leur autorisation de la CPTAQ est expirée :

- Lot 14b, Rang IV, dossier 215705, autorisation de 5 ans en 1994;
- Lot 23b, Rang VI, dossier 231573, autorisation de 5 ans en 1996;
- Lot 21b, Rang VI, dossier 179097, autorisation de 3 ans en 1991.

#### 5.2.2 Les sites de disposition de boues de fosses septiques

Aucun site de disposition des boues de fosses septiques n'est présent sur le territoire municipal.

Le territoire de l'ancienne municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce (l'ancien village) fait partie de l'entente de fourniture de services conclue en 1997 entre la M.R.C. de Beauce Sartigan et la Ville de Saint-Joseph-de-Beauce pour la disposition et le traitement des boues de fosses septiques et ce, jusqu'en 2012. Pour le territoire de l'ancienne municipalité de la paroisse de Saint-Gédéon, l'entente de fourniture de services avec l'entreprise Beauce-Septique Inc. de Saint-Georges a été renouvelée jusqu'au 31 décembre 2005. Le mandat comprend la disposition et le traitement des boues de fosses septiques.

#### 5.2.3 Les dépotoirs et sites d'enfouissement

La municipalité est membre de la Régie intermunicipale de Beauce-Sud qui est responsable de la cueillette et de la disposition des déchets et des matières recyclables. Deux anciens dépotoirs sont maintenant fermés (lot 18b, rang 8 et lot 10A, rang 7).

#### 5.2.4 Les ouvrages de captage d'eau potable

Tout le périmètre d'urbanisation est desservi par le réseau d'aqueduc, à l'exception des secteurs suivants :

- Le secteur nord du périmètre d'urbanisation bordant la Route 204, à la limite de la municipalité de Saint-Martin;
- 400 mètres sur la rue de l'Église et sur le Chemin du rang 7 à partir de l'intersection de ces 2 voies de circulation;
- Le secteur sud du périmètre d'urbanisation bordant la Route 204 à partir de la route Tanguay
- Le secteur bordant la route du Domaine.

Certaines normes particulières s'appliquent lors de l'implantation de nouveaux ouvrages de captage d'eau potable. Il s'agit de périmètres de protection établissant des distances minimales et restreignant les usages à proximité de ces ouvrages.

### 5.2.5 L'affichage

L'affichage, lorsque mal contrôlé, peut devenir une nuisance. Dans le but d'éviter la dégradation de ses paysages, la municipalité établira des normes, dans son règlement de zonage concernant l'implantation, les matériaux, les types d'éclairage et les dimensions autorisés des enseignes et des panneaux-réclames.

# **ANNEXES**

- **Plans d'affectation du sol**

**(2 feuillets)**

Légende

Limite d'affectation du sol

- Résidentielle
- Commerciale
- Industrielle
- Publique et institutionnelle
- Villégiature
- Forestière
- Agricole
- Cadastre
- Développement projeté
- Limite du périmètre urbain

Hydrographie

- Cours d'eau
- Cours d'eau intermittent
- Plan d'eau

Contraintes naturelles

- Corridor riverain (100 mètres)
- Zone inondable (0-20 ans)
- Vents dominants d'été (ouest)

Ravage de Saint-Gédéon (0612-9001-93)

- Aire de confinement
- Aire fixe

Contraintes anthropiques

- Station d'épuration des eaux usées
- Prise d'eau potable
- Station de pompage d'eau potable
- Gravière-Sablrière exploitée ou non réhabilitée

Équipements et infrastructures

- Aréna
- Centre local de services communautaires (CLSC)
- Terminus d'autocar interurbain (Centre de service)
- Ancien couvent Saint-Louis
- Débit journalier moyen annuel (Djma)

GRILLE DE GESTION DU PLAN D'AFFECTATION DU SOL

Ce plan d'affectation du sol fait partie intégrante du plan d'urbanisme no 60-06 de la municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce

Date d'adoption: 06 novembre 2006

Date d'entrée en vigueur: 22 novembre 2006

MODIFICATIONS:

Réglement no:	Date:
73-07	20-03-07
77-07	20-03-07
105-10	09-03-10
128-12	11-09-12
140-14	13-01-15
160-15	11-08-15
172-16	18-01-17

Maire :

Directeur général :

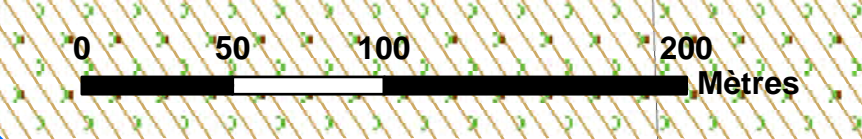
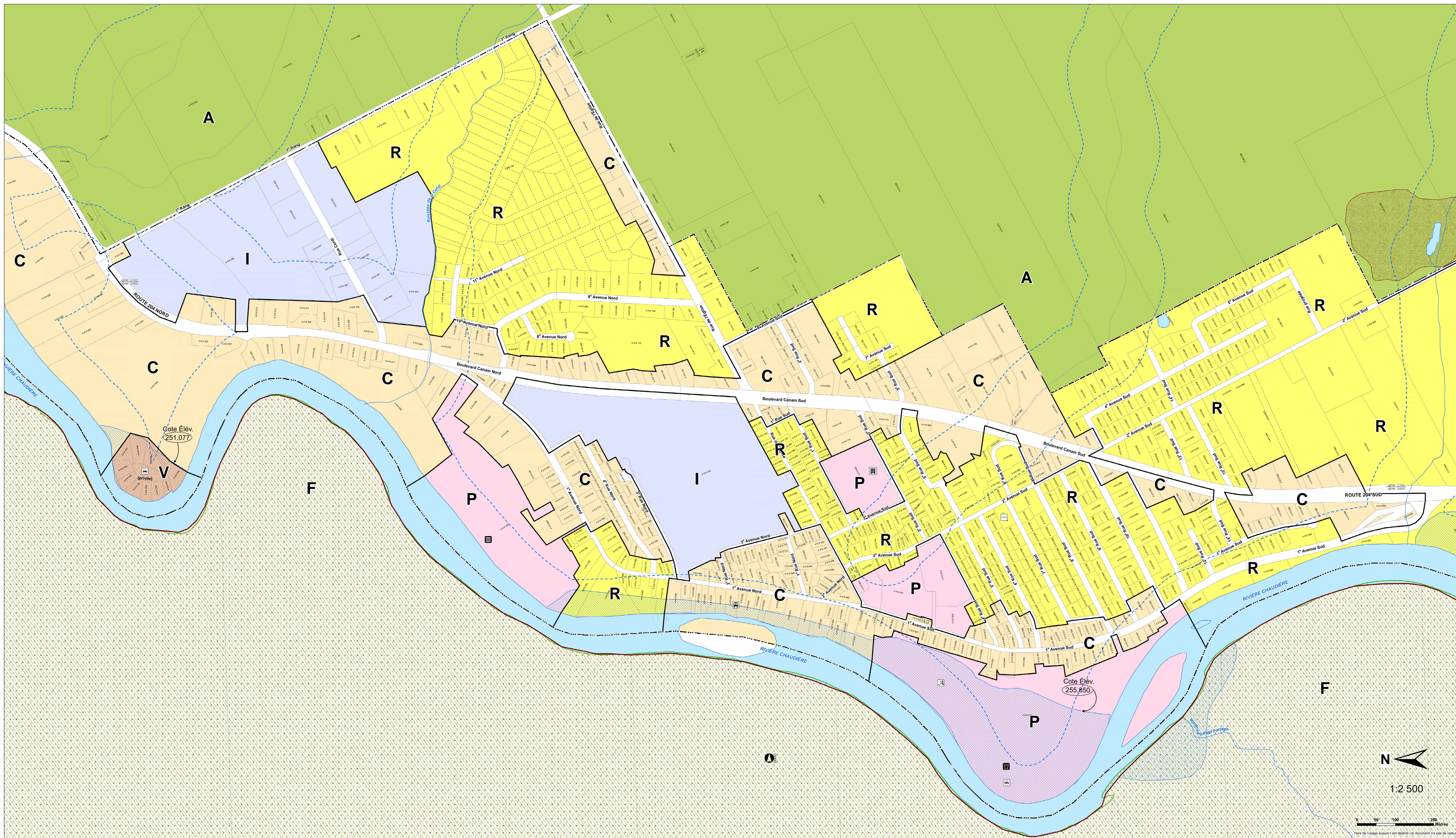
SOURCES:

Ministère des ressources naturelles et de la faune du Québec  
Base de données topographiques du Québec à l'échelle (1/20 000)  
Limites administratives du Québec à l'échelle de (1/20 000)  
Orthophotographie noir et blanc (1/40 000)

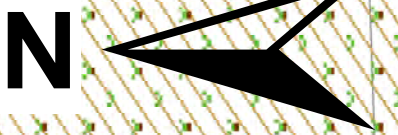
La Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan  
Base de données de la matrice graphique (1/1 000 et 1/5 000)

RÉFÉRENCE CARTOGRAPHIQUE:

M.T.M NAD83 (feuille 7)



1:2 500

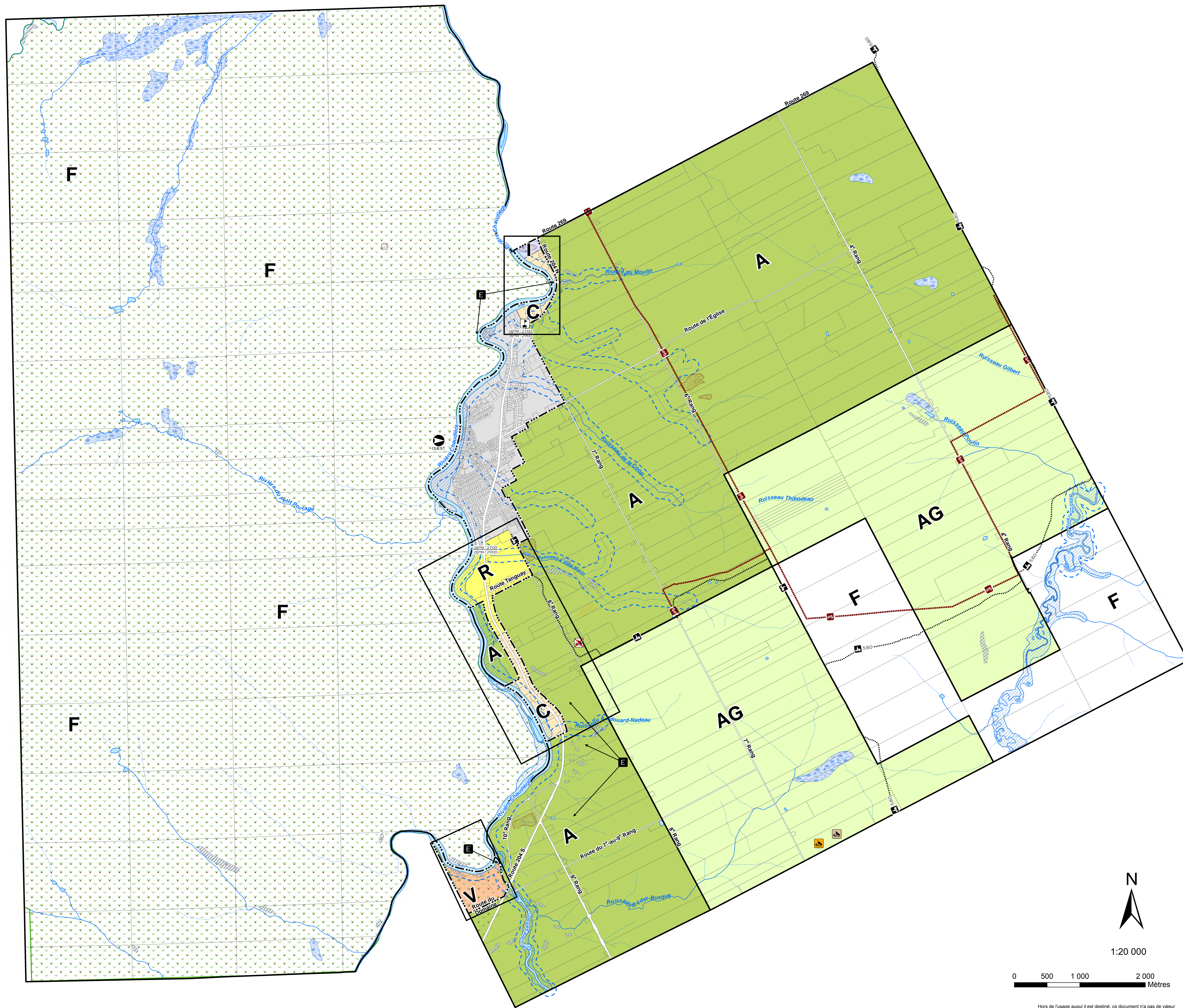


Hors de l'usage auquel il est destiné, ce document n'a pas de valeur.

MUNICIPALITÉ DE  
SAINT-GÉDEON-DE-BEAUCE  
(29013)

PLAN D'AFFECTATION DU SOL  
SECTEUR RURAL

FEUILLET 2/2



**Légende**

**Limite d'affectation du sol**

- A Agricole
- AG Agroforestière
- F Forestière (Non assujettie à la LPTAA)
- R Résidentielle
- C Commerciale
- I Industrielle
- V Villégiature
- Cadastre
- Limite du périmètre urbain

**Hydrographie**

- Cours d'eau
- - - Cours d'eau intermittent
- Plan d'eau
- - - Corridor riverain (100 mètres)

**Contraintes naturelles**

- Zone inondable
- Marécage
- Zone de pente forte (30% et plus)

**Ravage de Saint-Gédéon (0612-9001-93)**

- Aire de confinement
- Zone d'érosion
- Vents dominants d'été (ouest)

**Contraintes anthropiques**

- Site de disposition des déchets (fermé)
- Site de disposition des déchets dangereux
- Site de disposition des déchets en tranchée
- Gravière-Sablère exploitée ou non réhabilitée
- Carrière exploitée ou non réhabilitée

**Équipements et Infrastructures**

- Chapelle-école

**Circuit de motoneige**

- Sentier local
- Sentier régional

**Circuit de VTT**

- Sentier de VTT

1000 2000 Débit de circulation journalier moyen/annuel (djma)

**GRILLE DE GESTION DU PLAN D'AFFECTATION DU SOL**

Ce plan d'affectation du sol fait partie intégrante du plan d'urbanisme no 60-06 de la municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce

Date d'adoption: 06 novembre 2006  
Date d'entrée en vigueur: 22 novembre 2006

**MODIFICATIONS:**

Réglement no:	Date:
73-07	20-03-07
105-10	09-03-10
113-11	12-07-11
143-13	27-11-13
172-16	18-01-17

Maire : \_\_\_\_\_  
Directeur général : \_\_\_\_\_

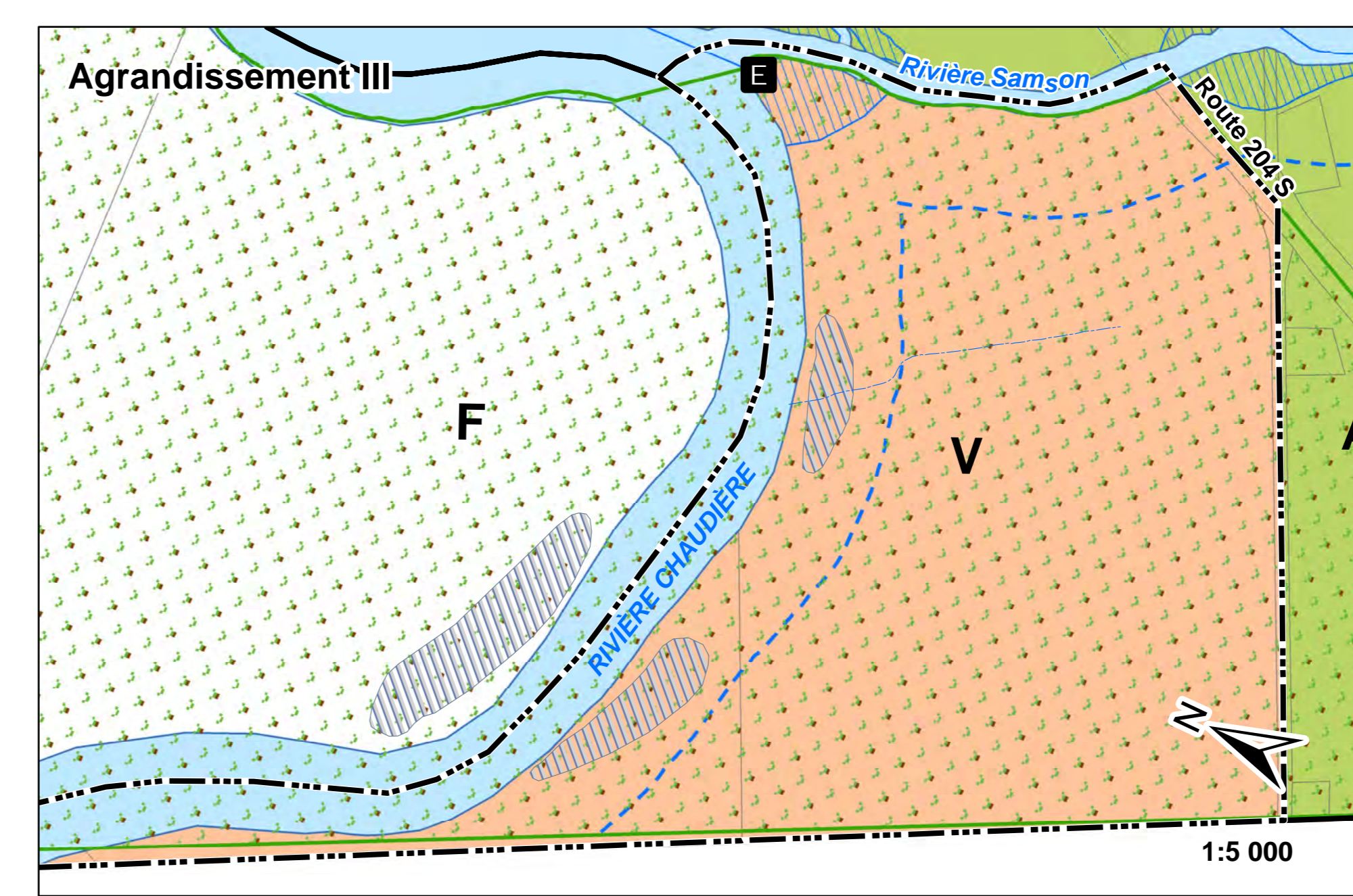
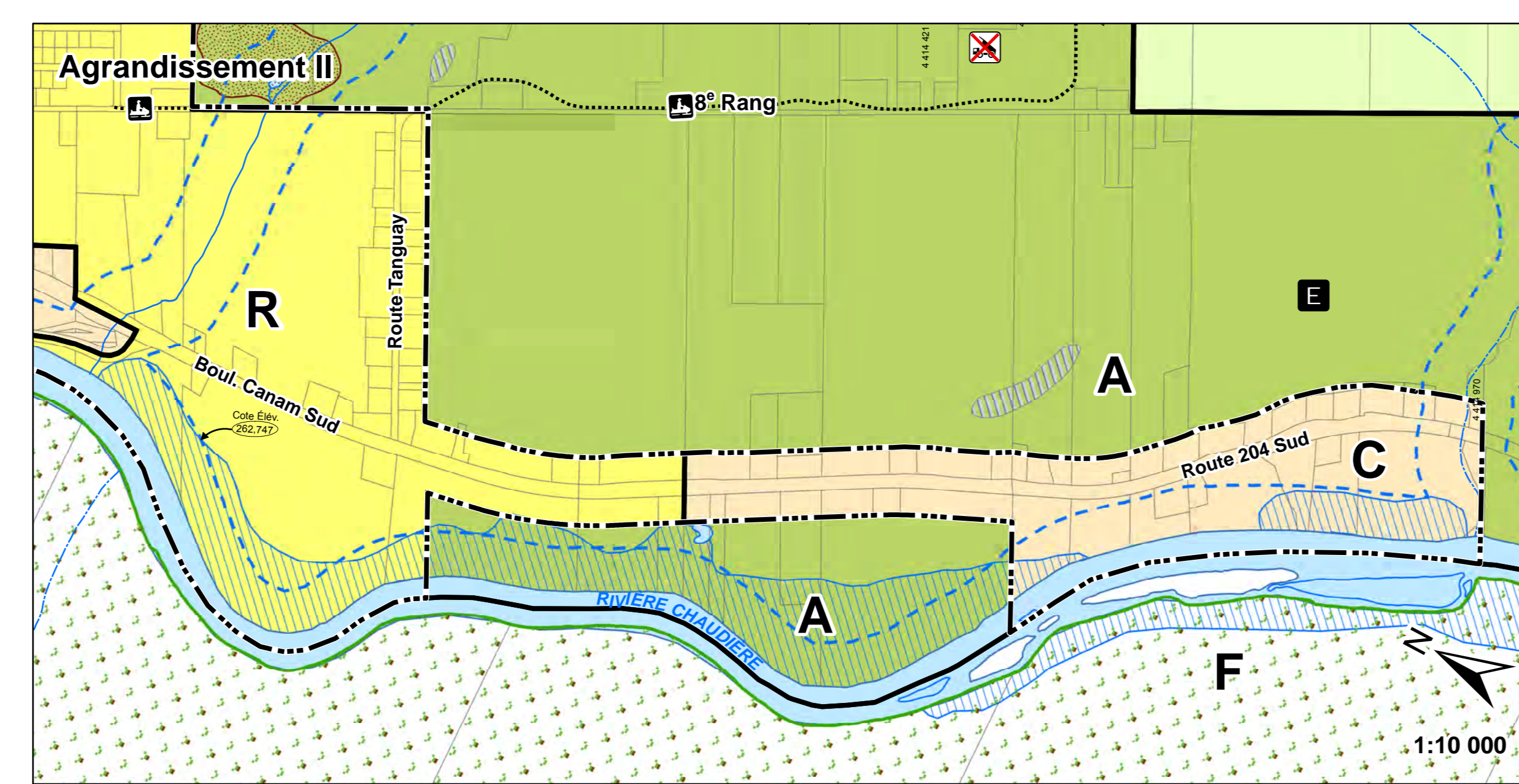
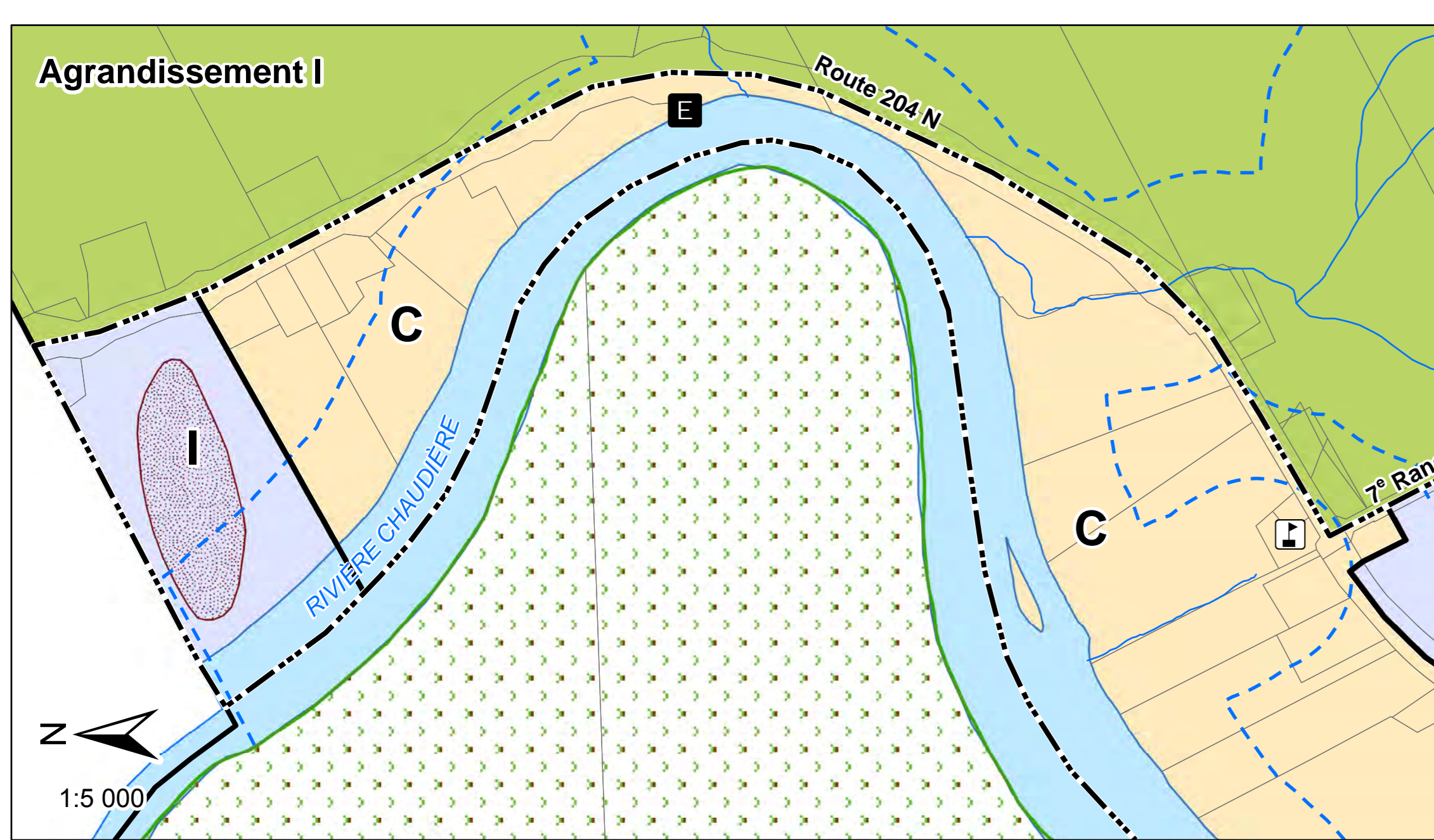
**SOURCES:**

Ministère des ressources naturelles et de la faune du Québec  
Base de données topographiques du Québec à l'échelle (1/20 000)  
Limites administratives du Québec à l'échelle de (1/20 000)  
Orthophotographie noir et blanc (1/40 000)  
La Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan  
Base de données de la matrice graphique (1/1 000 et 1/5 000)

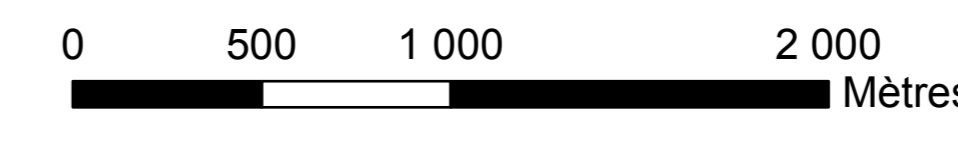
**RÉFÉRENCE CARTOGRAPHIQUE:**

M.T.M NAD83 (fuseau 7)

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE BEAUCE-SARTIGAN  
Service d'aménagement du territoire  
Préparé par: Louise Roy, urb.  
Géomatique: Stéphanie Gagnon  
Date d'impression: 18 janvier 2017



1:20 000



Hors de l'usage auquel il est destiné, ce document n'a pas de valeur

1:5 000

1:10 000

1:5 000



## **Règlements d'urbanisme**

### **Saint-Gédéon-de-Beauce**

- ↳ **Le zonage**
- ↳ **Le lotissement**
- ↳ **La construction**
- ↳ **Les permis et les certificats**



## RÉALISATION

Ont collaboré à la réalisation des présents règlements:

### Les membres du conseil municipal

Monsieur Éric Lachance  
Monsieur Christian Bégin  
Monsieur Claude Tanguay  
Madame Johanne Giroux  
Monsieur Francis Moreau  
Monsieur Laurent-Paul Gagné  
Monsieur Stéphane Robert

Maire  
Conseiller, siège numéro 1  
Conseiller, siège numéro 2  
Conseillère, siège numéro 3  
Conseiller, siège numéro 4  
Conseiller, siège numéro 5  
Conseiller, siège numéro 6

### L'équipe de coordination

Monsieur Pierre-Alain Pelchat  
Madame Louise Roy

Directeur général  
Coordonnatrice à l'aménagement

### L'équipe de rédaction

Madame Louise Roy  
Madame Nicole Desrochers

Urbaniste  
Secrétaire de direction

(Mise à jour : Juin 2006)